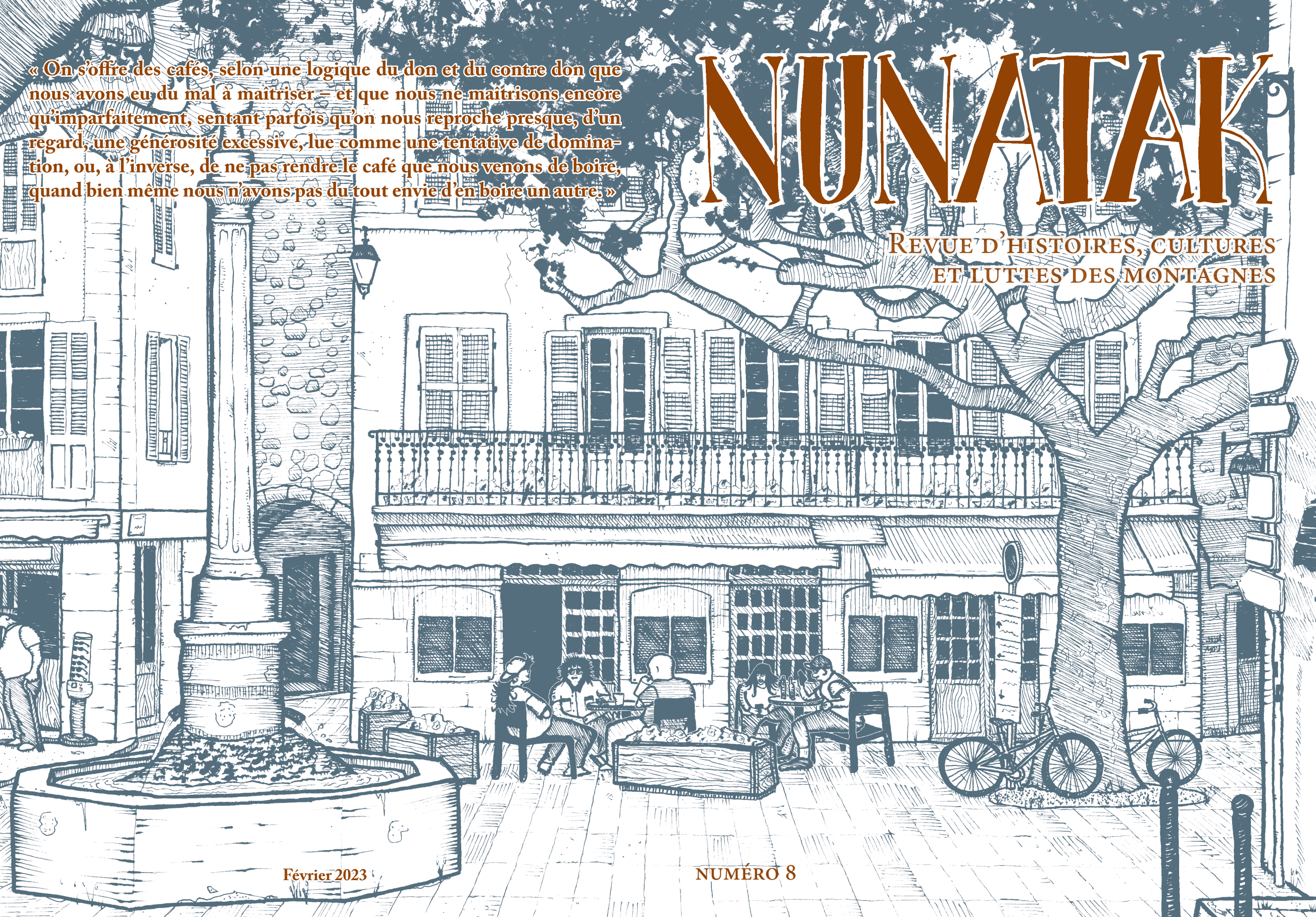


« On s'offre des cafés, selon une logique du don et du contre don que nous avons eu du mal à maîtriser – et que nous ne maîtrisons encore qu'imparfaitement, sentant parfois qu'on nous reproche presque, d'un regard, une générosité excessive, lue comme une tentative de domination, ou, à l'inverse, de ne pas rendre le café que nous venons de boire, quand bien même nous n'avons pas du tout envie d'en boire un autre. »

NUNATAK

REVUE D'HISTOIRES, CULTURES
ET LUTTES DES MONTAGNES



Février 2023

NUMÉRO 8



NUNATAK

Dans une langue inuit, le terme *nunatak* désigne une montagne s'élevant au dessus des étendues gelées, où se réfugie la vie pour perdurer pendant l'ère glaciaire.

Cette revue se veut un support pour développer et partager nos critiques, depuis les régions montagneuses que nous habitons. Nous désirons aussi chercher des moyens de concrétiser notre opposition au monde tel qu'il se présente à nous, dévier du sentier balisé des flux de la marchandise et de l'autorité, nous attaquer à ce qui nous sépare les uns des autres, nous plonger dans les histoires que racontent les ruisseaux, les êtres, les arbres ou les rochers...

Revue d'histoires, cultures et luttes des montagnes

Février 2023

Prix librairie : 3 €

Prix libre partout ailleurs

Gratuit pour les prisonniers

Illustrations de Riat en couverture, de Boris Pineau et Maria pour l'intérieur

Si vous êtes intéressés pour participer à la revue, vous pouvez vous mettre en contact avec la rédaction par courrier ou par mail.

N'hésitez pas à nous transmettre vos propositions de textes ou d'illustrations, vos commentaires, vos retours et vos critiques.

Nous sommes disponibles pour effectuer des présentations publiques de la revue.

revuenunatak@riseup.net

Nunatak

c/o La Lézarde

66 Grand rue

30 270 Saint-Jean-du-Gard

Pour la distribution, il est possible de commander des exemplaires que l'on s'arrangera pour vous faire parvenir d'une manière ou d'une autre.

revuenunatak-diffusion@riseup.net

Tous les numéros ainsi que des articles audio sont consultables en ligne sur

revuenunatak.noblogs.org

Bien que notre adresse postale se situe dans les Cévennes, la rédaction est disséminée entre les Alpes, les Pyrénées, les Vosges, etc.

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration et à la diffusion de cette revue.



ÉDITO

2

FAIRE LA FÊTE ET BOIRE DES COUPS

6

CAPITAL CULTUREL ET ENTRE-SOI DANS UN VILLAGE DE MONTAGNE

LES GARS DU COIN

16

ENTRETIEN À PROPOS D'UNE JEUNESSE RURALE ET OUVRIÈRE

ROULER AVEC SON TEMPS

28

L'ENVERS DU CYCLO-TOURISME

TRANSITION À VÉLO, NUISANCES À GOGO

36

PETIT TOUR CRITIQUE À VÉLO ÉLECTRIQUE

LE TIRE-FESSES, L'ÉOLIENNE ET LE FÛT

RADIOACTIF

46

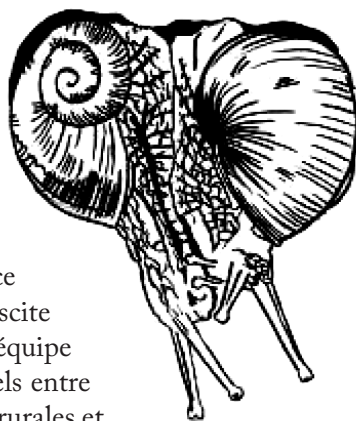
POMA : DIVERTIR, EXPLOITER, ENFOUR

LA RÉVOLTE DES « CROATES »

54

MUTINERIE DANS LA SS EN 1943

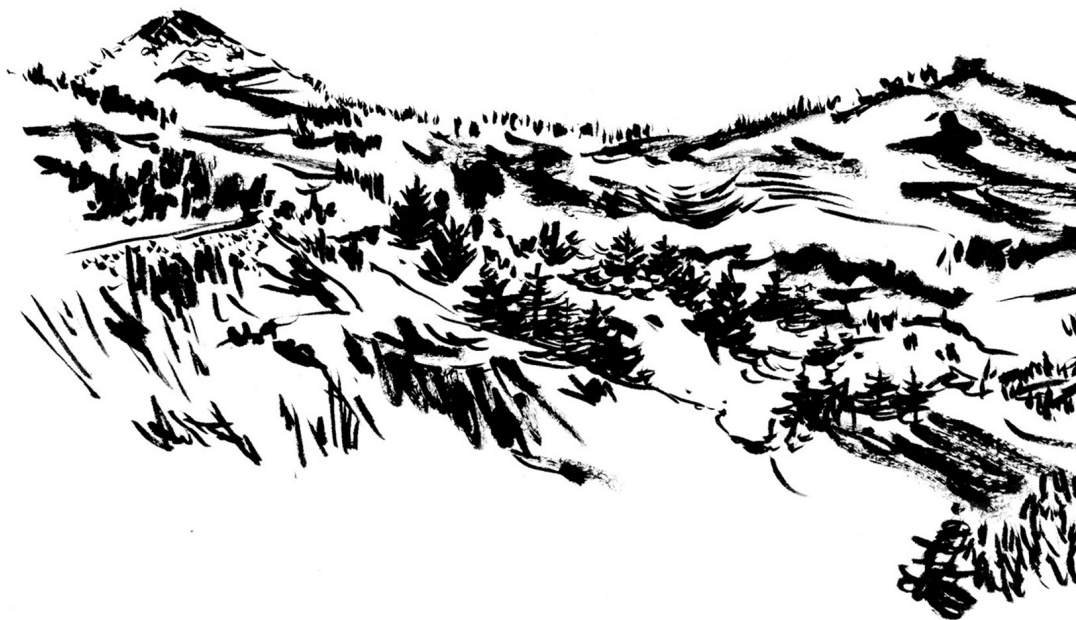
ÉDITO



Nous sommes ravis d'aborder dans ce numéro une question complexe qui suscite depuis longtemps des débats au sein de l'équipe de la revue : celle des rapports parfois conflictuels entre les différents groupes sociaux habitant les zones rurales et de montagne.

Dans nos lieux de vie, de travail, de loisirs, on assiste souvent à l'expression d'une opposition pour le moins caricaturale et réductrice entre néo-ruraux ou « bobos » d'une part et populations « déjà-là » ou autochtones d'autre part. Nous sommes nous-mêmes régulièrement assimilés à l'une ou l'autre de ces catégories.

À travers deux articles, nous nous pencherons d'un peu plus près sur la façon dont s'expriment concrètement ces clivages. Ils peuvent se retrouver dans les activités culturelles ou de loisir, la fréquentation de tel bar ou tel commerce plutôt qu'un autre, dans tous ces lieux où l'on partage un certain entre-soi (du club de sport



à la bibliothèque militante), dans nos (dé)goûts en matière d'alimentation ou d'apparence vestimentaire, ou encore dans les manières de s'approprier certains rôles sociaux (comité des fêtes, implication dans la vie associative). Qu'est-ce que de tels gestes quotidiens sous-entendent, qu'est-ce qu'ils racontent ?

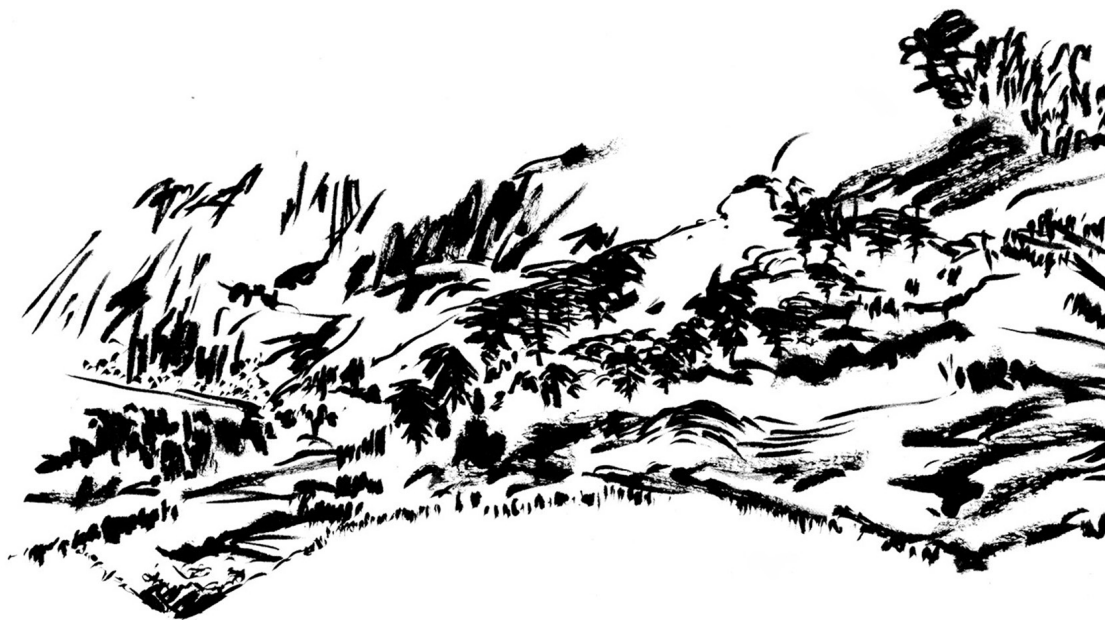
De quels (non-)choix toutes ces postures résultent-elles ? Nous avons le sentiment que tous ces gestes nourrissent des phénomènes d'exclusion réciproque ou d'évitement plus ou moins choisis de la part de celles et ceux qui les investissent. Sans avoir la prétention de trouver la recette magique, nous souhaitons que cette revue soit un outil pour aller à l'encontre de ces séparations, en tissant des liens et en engageant des complicités avec celles et ceux qui ne se résignent pas à l'*uniforme*¹.

Ainsi, l'article « Faire la fête et boire des coups » tente, à partir de situations conflictuelles très concrètes (l'organisation de concerts « alternatifs » dans un village de montagne, la fréquentation des cafés) de saisir ce qui peut se jouer derrière la façade de ces oppositions, en terme de violence symbolique véhiculée parfois inconsciemment par les « néos ».

Par ailleurs, il ne faut pas imaginer que le monde des « natifs », souvent jugé peu accueillant envers les nouveaux arrivants, soit un bloc homogène qui ne serait

1 *Nunatak* s'est toujours donné l'ambition d'être diffusée bien au-delà des cercles militants (refuges de montagne, étals de marché ou bars de village par exemple). Cette ambition se heurte certes à de nombreuses limites, mais a vocation à se poursuivre pour créer du débat sans prendre de haut celles et ceux qui ne partageraient pas nos constats et perspectives.





pas traversé de contradictions et d'intérêts divergents. Derrière les termes de « néo » ou d'« autochtone », se cache une multitude de réalités sociales, traversées par des oppositions qui dissimulent parfois des rapports de classe bel et bien présents. Ainsi, l'entretien avec Nicolas Renahy, auteur de l'enquête *Les gars du coin*, permet de mieux appréhender les réalités multiples du monde ouvrier rural.

En avoir plus qu'assez de l'État-nation, du patriarcat, des nuisances industrielles, des institutions religieuses, etc. doit-il nous contraindre à exercer une forme de mépris de classe envers celles et ceux qui, occupant des positions subalternes au sein de la société, ne partageraient pas les pratiques ou les idées qualifiées d'« émancipatrices » voire qui les rejetteraient ?

Dans un tout autre registre, « Rouler avec son temps » nous emmène à l'aventure à deux roues ! Au rythme des itinéraires cyclables et autres aménagements touristiques, nous nous souviendrons surtout qu'« une société qui a détruit toute aventure fait de la destruction de cette société la seule aventure possible » ! L'article « Transition à vélo, nuisances à gogo » bat en brèche tous les arguments des promoteurs de ces formidables engins de la transition énergétique vers un capitalisme toujours plus vert (mais toujours autant capitaliste) que sont les vélos électriques, à l'heure où ils viennent concurrencer les bientôt pittoresques vélos « musculaires » en affirmant pouvoir explorer de nouvelles limites... aménagées ! Nous aurions pu en rester là, mais c'était sans compter les déchets (radioactifs) que ces inconvenants sèment sur leur passage. Heureusement Poma est là ! La raréfaction de la neige obscurcissant le ciel de ses ventes de télésièges, l'entreprise déploie une habile reconversion dans la gestion de



ces encombrants nucléaires. Reconversion qui sera l'objet de l'article « Le tire-fesses, l'éolienne et le fût radioactif. »

Un saut dans le temps complète ce tableau. Un temps pas beaucoup plus lumineux pour autant. À Villefranche-de-Rouergue, le 17 septembre 1943, les « Croates » se rebellent contre leurs officiers SS. Une révolte spontanée? Un haut fait de la Résistance? Un coup des services de renseignement? « La révolte des Croates » pose toutes ces questions à la fois, et interroge les relations complexes entre histoire et mémoire. Enfin, nous espérons que notre revue aide et encourage à affiner l'esprit critique sur tous les sujets, afin d'éviter de plonger à corps perdu dans des trajectoires ayant l'apparence de solution. C'est bel et bien cette exigence d'une critique fine qui invite à ne pas s'accommoder d'un « mieux que rien » qui anime nos prises de position au sein de la revue *Numatak*.

Bonne lecture!



Illustrations : montagnes de Maria et escargots d'Alix Picard

FAIRE LA FÊTE ET BOIRE DES COUPS

CAPITAL CULTUREL ET ENTRE- SOI DANS UN VILLAGE DE MONTAGNE

Depuis huit ans, Alex et Camille habitent un petit village de montagne. Jeunes, diplômé·e·s, ayant vécu en ville, recherchant un cadre de vie supportable et trouvant dans l'isolement montagnard une forme de refuge et de distance vis-à-vis de la violence d'un monde social dominé par le capitalisme et l'arbitraire d'État, ils ressemblent par bien des aspects à celles et ceux qui, depuis plusieurs décennies, choisissent de vivre dans des zones rurales isolées. Alex et Camille y font des fêtes, y fréquentent les bars, et s'aperçoivent que les montagnes sont aussi des lieux où s'exercent des violences symboliques. Parfois, aussi, elles passent par ces nouveaux et nouvelles habitant·e·s. À partir de quelques observations et de leurs expériences, les auteur·e·s ont réfléchi et formé quelques remarques critiques, que voici.



La notion de « capital », très utilisée dans ce texte, a été forgée par le sociologue Pierre Bourdieu. Elle peut être considérée comme synonyme de « richesse », s'agissant du capital économique. Les termes de « capital social » et de « capital culturel » permettent de nommer d'autres formes de richesses, basées sur la popularité pour le premier, le niveau d'études ou les ressources intellectuelles (s'exprimer en public, organiser ses idées, etc.) pour le second. Ces différents capitaux donnent à leurs détenteurs du pouvoir tout au long de leur évolution sociale, par exemple sur le marché du travail.

Tirer des bâches et danser dans l'église

C'est un vendredi soir de juillet à P. Dans la vallée, le petit village de P. a une place à part : s'il compte une petite centaine d'habitants et d'habitantes à l'année et si, comme partout dans la vallée, les résidences secondaires sont nombreuses, P. est connu pour accueillir de nombreuses et de nombreux « néos », davantage, sans doute, que les autres villages.

Ce soir-là, quelques dizaines de personnes s'affairent : on en voit qui tirent des bâches – la pluie menace – avec des cordes d'escalade et des mousquetons, d'autres qui montent une scène ou qui rassemblent avec précaution les nombreux éléments d'une sono. On coopère, on se file des coups de main, celles et ceux qui passent par là se retrouvent vite avec un carton dans les bras, à installer des guirlandes lumineuses, à déplacer une plancha. Car c'est un week-end de fête qui s'annonce : depuis cinq ans, des habitants et des habitantes du village ont créé un événement culturel au cœur de l'été. Ils organisent des spectacles et entendent valoriser la création artistique originale (de la danse, du chant, de la musique, des contes). La scène est installée sur la place – et ce n'est pas sans raison : dans la topographie complexe du village, la place, inaccessible aux voitures, ne constitue

pas véritablement le centre ni le point de convergence des axes de circulation, mais son cœur symbolique. Cet événement débute le vendredi soir et se conclut, le samedi, par plusieurs concerts alliant ambition artistique et caractère festif (du rock intuitif expérimental et un DJ-set « house psychétropicaltech »).

C'est un concert de moindre envergure qui est prévu le vendredi soir : on a programmé un groupe amateur proposant des reprises folk-rock dans lequel jouent les amis du fils d'un habitant du village, d'origine anglaise. Or, ce soir-là, il pleut des cordes et l'on comprend bien vite que les bâches, que nous n'avons pas fini de fixer, ne sont pas d'une qualité suffisante pour installer, non seulement du public, mais surtout des instruments. Une réunion de crise, à laquelle nous participons, s'improvise dans le bar voisin – qui est le centre opérationnel du comité, son quartier général. Une habitante propose une solution : elle explique qu'elle a joint par téléphone le curé de la paroisse, auquel elle est liée familialement, et qu'il accepte qu'on organise le concert dans l'église. On est un peu incrédule, du rock dans une église, mais pourquoi pas, conclut le groupe. Les instruments sont déplacés, quelques essais nous font penser que, sur le plan acoustique, c'est jouable, et le public arrive.

Le lendemain, c'est le samedi, le jour de la grande soirée. Alors que chacun continue de s'affairer, des bruits courent. Une notable du village, grenouille de bénitier, qui pourtant n'assiste jamais aux animations du comité des fêtes, aurait été vue aux abords de l'église. Elle en serait partie, choquée. Il semble de même que, parmi les habitants que l'on ne voit jamais aux concerts, les rumeurs outrées circulent : on aurait bu de l'alcool dans l'église, des chiens y auraient pénétré, des danses lascives auraient même accompagné une musique régressive. On n'évoquera pas de partouze dans la sacristie, mais presque. Dans l'équipe du comité, on en rigole, et on s'inquiète un peu. La journée du samedi se déroule pourtant sans encombre, il pleut mais les bâches sont cette fois-ci opérationnelles, elles tiennent, elles donnent même au son et à la convivialité une chaleur inattendue.

C'est la crise !

La crise survient le lundi suivant : dans un courrier officiel, le maire convoque le président du comité au conseil municipal prévu le lendemain. Ce courrier est un subtil mélange d'accusations évasives et de menaces, où la mairie apparaît à la fois comme le ministère des Cultes et le défenseur de l'ordre moral. Dans l'équipe du comité, on se renseigne : il s'avère ainsi qu'il y a eu un malentendu et que le curé n'avait pas donné son accord pour l'utilisation de l'église. Il s'agit donc de s'excuser, de reconnaître une erreur d'appréciation, de *jouer l'apaisement*, en soulignant la volonté de ne heurter personne au sein du village : voilà, en quelques mots, la stratégie qui est arrêtée au cours d'une nouvelle réunion au bar.

Le comité des fêtes est, dans chaque village, une institution qui participe de l'identité communale. À P., le comité des fêtes a été renouvelé à l'occasion de l'invention de cette fête estivale. C'est une association dotée d'un bureau et d'un conseil d'administration officiels, mais qui, dans les faits, fonctionne de manière informelle : il y a d'une part trois personnes qui gèrent quotidiennement ses activités et qui décident des grandes orientations, et d'autre part un ensemble informel de personnes impliquées dans la logistique et qui peuvent, ponctuellement, participer aux décisions. Même si elles ne sont pas rigoureusement appliquées, l'horizontalité et la collégialité sont explicitement recherchées : on décide donc de ne pas laisser le président aller seul à la mairie.

Or, le lendemain, l'entrevue ne dure que quelques minutes. Alors que nous nous rendons dans la salle du conseil, le maire explique qu'il a convoqué le président et qu'il n'acceptera que lui seul. Nous expliquons que le fonctionnement collégial du comité implique la présence de tout le monde ; un refus net nous est opposé. Absence de dialogue ; nous quittons, toutes et tous, le conseil.

S'ensuit une série de courriers, d'arrêtés, d'interdictions, de recours et de manifestations, dont l'énumération serait fastidieuse et qui aboutissent à former une véritable structure de clans : le comité *vs.* le conseil, chacun rassemblant ses soutiens. Au sein de chacun d'eux, se trouvent à la fois des personnes appelant à la conciliation et d'autres proposant d'assumer la confrontation – chacune et chacun ayant, tel que nous le percevons alors au sein du comité, des raisons légitimes de fonder son point de vue. La mairie reprochera

bientôt au comité des nuisances nocturnes répétées, en violation des horaires précisés sur l'arrêté municipal. Bien que le comité montrera que l'irrespect des horaires autorisant les fêtes sur l'espace public est constant dans le monde rural, qu'il a été systématiquement toléré par le passé, le conseil proposera de déplacer les événements culturels à la lisière du village, dans une salle des sports récemment construite, qui, naturellement, résonne affreusement.

Pour le comité, il s'agit bientôt, dans un effort pour médiatiser l'affaire et pour réunir autour de lui une partie de l'opinion publique de la vallée,

de transformer un conflit de voisinage, ou plus précisément un *conflit d'usage*, en une lutte pour « la défense de la culture et des libertés » matérialisée par une pétition circulant dans la vallée. Les éléments de dissensus proprement rapport à l'église et

l'exercice collectif des responsabilités associatives – ne sont au cœur d'aucune des revendications portées. De son côté, le conseil se fait le défenseur des habitantes et des habitants importunés par le bruit et par des pratiques culturelles jugées inappropriées, en s'appuyant sur le respect de la loi. La légitimité même de cet événement estival sera contestée : il

est une innovation étrangère aux usages locaux qui, bien qu'elle ait été initiée par des personnes originaires du village, ne dispose pas, aux yeux des membres du conseil, de la légitimité suffisante pour bénéficier de dérogations.

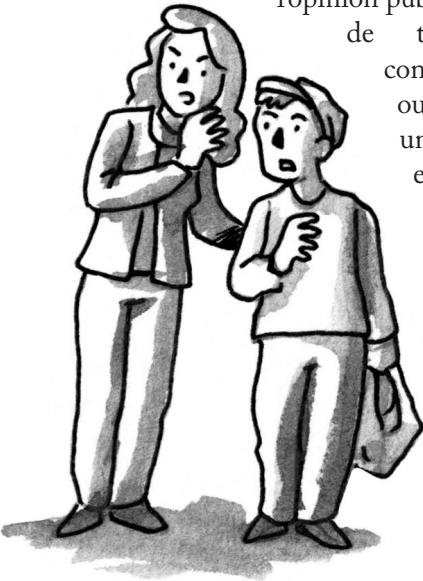
La longue durée des évolutions sociales

Il est possible de resituer cet événement dans le temps long de l'évolution historique des mondes ruraux. Les fêtes de village ont longtemps été perçues comme des lieux de réunion de la communauté villageoise, pensée et mise en scène comme un écosystème cohérent. Elles participaient des institutions destinées à rendre invisibles les structures de dominations (par exemple de genre ou de capital économique et social) ou, plus précisément, à les faire percevoir comme naturelles et échappant au temps – quand bien même elles furent le résultat, comme partout, de l'évolution historique des rapports de force. La fête, c'était le moment de la cohésion fantasmée du village se donnant à voir à lui-même.

Or, à P., comme ailleurs, depuis que les structures sociales des mondes ruraux ont été chamboulées à la fois par l'exode rural et par l'installation de nouvelles catégories d'habitants aux propriétés sociales hétérogènes, les espaces de sociabilités festives sont très nettement des occasions de clivages et de distinction.

Boire des coups

Les temps de crise révèlent ce que cache la douceur des interactions quotidiennes. En dehors des périodes officielles de fêtes, la sociabilité festive s'organise principalement chez nous dans les bars. Dans la vallée d'E., le nombre de

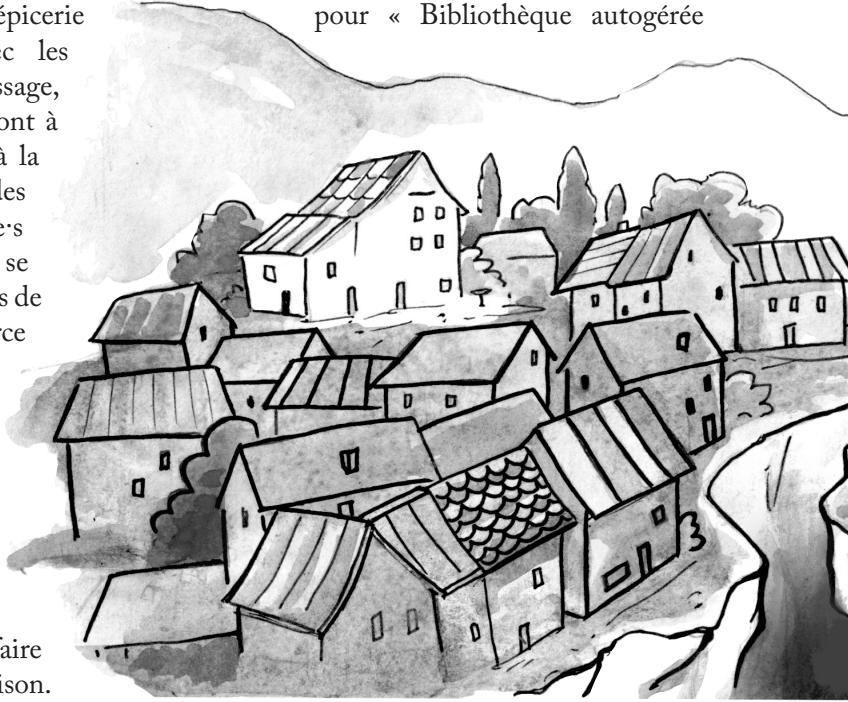


bars par habitant·e défie toute logique économique. Chaque village dispose au moins d'un bar, qui est souvent une institution locale, et qui apparaît aux yeux de chacun·e comme la preuve vivante que le village existe encore.

Il nous arrive de fréquenter assidûment deux bars dans la vallée. Celui de P., que nous avons justement évoqué, est la propriété de la commune qui le met en gérance. Dans ce cas précis, la mairie n'est pas du tout un soutien pour les deux personnes qui le font tourner. Ces deux-là se sont rencontrées dans une grande métropole européenne et ont tout plaqué pour un bar-épicerie de montagne. L'épicerie fonctionne surtout avec les randonneurs de passage, l'été, mais les gérant·es ont à cœur de rendre service à la population, assurant des livraisons aux habitant·es qui le souhaitent, et se rendant disponibles en cas de besoin. Unique commerce du village, le bar est à la fois l'alimentation, la maison de la presse, le point d'information touristique et un guichet de services divers où l'on peut, par exemple, laisser une clef qu'un ou une autre récupérera ou faire réceptionner une livraison.

Dans le bar qui n'ouvre jamais le matin en dehors de la saison estivale, on peut boire, jusqu'à très tard le soir, de très bons whiskys et de très bons rhums, on peut choisir sa bière en bouteille parmi quarante propositions, le tout à des prix abordables, inimaginables en ville. On

y entend du rock alternatif, de l'électro underground, du trip-hop, parfois un peu de dub ou de reggae. Les clientes et les clients viennent de P., mais aussi de toute la vallée. Parmi elles et eux, on trouve très majoritairement des gens qui sont arrivés dans la vallée d'E. au cours de leur vie et qui n'y ont pas d'attache familiale. Beaucoup vont en montagne le week-end, rares sont celles ou ceux qui s'intéressent à l'actualité sportive ou pratiquent le rugby, principal sport local. Le soir, on y joue aux fléchettes, on y lit *Le canard enchainé* qui traîne sur le comptoir; un collectif d'habitanc·es y a même installé ce qu'ils appellent la *BibAuP*, pour « Bibliothèque autogérée



populaire », qui rassemble une centaine d'essais politiques ou sociologiques disponibles en prêt.

L'autre bar que nous fréquentons se situe dans le village voisin de V. C'est le seul rescapé des quatre hôtels-restaurants que

comptait ce village. Ce vieil établissement familial est réputé dans la vallée pour la qualité de son restaurant, où sont servis d'abondants plats traditionnels. Le bar n'est jamais fréquenté le soir, mais souvent le matin par une clientèle presque exclusivement masculine. Nous y croisons souvent des gens que nous ne connaissons pas, des employés de la Direction interdépartementale des routes, des chasseurs, des habitants de V. qui ne rentrent dans aucun de nos réseaux de sociabilité. On y parle d'écobuage, d'avalanches, de l'état de la route, de rugby. On n'y entend presque jamais de musique, sauf parfois des groupes de musique

encore qu'imparfaitement, sentant parfois qu'on nous reproche presque, d'un regard, une générosité excessive, lue comme une tentative de domination, ou, à l'inverse, de ne pas rendre le café que nous venons de boire, quand bien même nous n'avons pas du tout envie d'en boire un autre.

Ces deux établissements nous ont toujours paru relativement étanches : si le restaurant de V. est parfois fréquenté par des clients du bar de P., nous ne connaissons personne – à part nous, et avec la difficulté que l'on voit – qui le fréquente le matin. Ils réunissent ainsi deux ensembles sociaux différents, qui se distinguent notamment par leurs pratiques culturelles, par leurs goûts et leurs dégoûts. Ces goûts et ces dégoûts

sont parfaitement inscrits dans les corps, ce que révèle par exemple combien les pratiques alimentaires fondent

le rejet des autres : il nous est arrivé d'entendre violemment dépréciée la nourriture servie au restaurant de

V. au motif qu'elle est grasse, lourde, exclusivement carnée et qu'elle s'intègre dans des repas qui durent des heures – toutes choses par ailleurs factuellement exactes et

qui participent d'un discours d'exclusion-distinction. S'il ne nous

a pas été permis d'en être directement témoins, on peut supposer le même rejet, parmi les clients de V., des repas végétariens, par exemple.

La fréquentation de ces deux comptoirs permet, plus généralement, de constater

traditionnelle, et la télévision fonctionne souvent, branchée sur les chaînes d'info ou sur des événements sportifs. On s'offre des cafés, selon une logique du don et du contre don que nous avons eu du mal à maîtriser – et que nous ne maîtrisons



rapidement que les conversations qui s'y déroulent n'abordent pas les mêmes sujets, que les façons d'interagir n'y sont pas identiques, que les mises en scène de la masculinité et de la féminité sont différentes. Les animations qu'ils proposent n'ont, par ailleurs, ni la même nature, ni la même ambition, ni la même capacité de diffusion. À P., lorsque les gérants programment un petit concert, ils réalisent des affiches, communiquent leurs dates aux médias, et accueillent, dans ces occasions, des clients venant parfois de la petite ville distante d'une



quarantaine de kilomètres. De son côté, le restaurant de V. propose chaque année une « soirée paella », pour laquelle il s'agit de s'inscrire à l'avance, qui n'est annoncée que sur les murs de l'établissement et, plus récemment, sur une page Facebook. Si, quantitativement, l'affluence est comparable, elle est, à V., presque exclusivement endogène où seuls quelques parents et amis domiciliés ailleurs composent la clientèle extérieure au village. On peut supposer également que les clientèles de ces deux établissements

diffèrent du point de vue de leurs propriétés sociales. On compte par exemple, à première vue, peu de femmes, et presque jamais de femmes sans leur conjoint, au comptoir du restaurant de V., le matin. La mixité est plus grande à P. – sans pour autant qu'il faille en conclure que les rapports de genre y sont moins violents. Sur tout, la majorité des personnes qui fréquentent le bar de P. n'est pas originaire de la vallée d'E., dans le sens où ils n'y ont pas grandi – c'est l'inverse à V. Cette opposition entre « néos » et

« autochtones », pour reprendre les termes utilisés ici, structure les représentations ordinaires de la population d'E. et explique, d'après ce qu'en disent les habitantes et les habitants, bien des conflits.



Capital symbolique et ressources sociales

L'exemple de la fête de P. montre comment l'action développée par des personnes habituées au mode de vie urbain et mieux dotées en terme de capital culturel peut générer un sentiment de dépossession très fort de la part de populations qui ne possèdent pas ce type de ressources.

Sur le temps long, l'installation de populations dynamiques dans le domaine culturel, actives dans des associations, crée souvent un terreau favorable à l'arrivée de populations très bien dotées économiquement, attirées tant par le cadre de

vie que par ce dynamisme. Ces personnes acquièrent au prix fort des biens immobiliers pour s'y installer ou en faire des résidences secondaires. Conséquence : pas mal de gens issus des classes populaires ou des fractions inférieures des classes moyennes, ont des difficultés à trouver un logement (à louer et plus encore à acheter).

L'analyse en terme de capital, qui distingue différents types de ressources sociales, permet par ailleurs de comprendre la crise estivale en dépassant les logiques purement individuelles (*untel* est assoiffé de pouvoir, *unetelle* part au quart de tour). On peut faire l'économie de stéréotypes qui s'excluent mutuellement (les élus rétrogrades, les autochtones qui n'aiment pas la culture, etc.) et penser ces situations non seulement dans l'ordinaire des interactions mais aussi dans l'évolution des logiques sociales qui traversent la vallée – et, plus largement, les espaces ruraux français. À l'inverse, la façon dont ce conflit a été pensé, à chaud, par ses acteurs, a donné lieu non pas à un conflit politique, mais à une confrontation entre « ceux qui s'en prennent à la culture » et « ceux qui ne respectent pas les usages et les traditions », dans un phénomène d'exclusion réciproque, particulièrement violente à observer de près. Le clivage est ici une prise de distance par laquelle on exclut et par où l'on se distingue.

La violence symbolique mutuelle, capital contre capital, qui s'exprime dans ces situations est toujours déplorée par toutes et par tous. Parmi les gens que nous fréquentons, nombreuses furent les discussions où il s'est agi de trouver des solutions pour rencontrer celles et ceux qu'on ne rencontre jamais et avec qui on ne partage aucun lieu d'interconnais-



sance. Toutes les solutions envisagées se sont soldées par des échecs : une réunion publique, par exemple, qui ne rassemble que les habitués du bar de P., une lettre ouverte qui ne reçoit aucune réponse, une tournée de porte à porte où l'on est bien reçu mais où il ne se dit rien. Toujours on se heurte à des dispositions, des manières d'être, qui, faute de n'être pas conscientes et comprises, aboutissent à l'incompréhension mutuelle puis au ressentiment.

De sorte qu'il est possible de penser que le rapport que chacune et chacun construit vis-à-vis du dialogue, de la rencontre, de l'ouverture d'esprit, n'est pas seulement déterminé par des valeurs ou des vertus individuelles, qu'il n'est pas seulement un choix idéologique rationnellement mesuré, mais qu'il est aussi le reflet de dispositions, construites dans des contextes de socialisation différenciés.

Loin de l'image d'Épinal de la communauté montagnarde immobile et unie, qui n'a jamais existé, il faut prendre en compte qu'un ensemble social aussi restreint, aussi étroit, est traversé de logiques contradictoires, qu'il est structuré par des rapports de domination réciproques,

qui s'intègrent dans le calme ordinaire de nos vies. L'entre-soi cultivé au comp-toir et dans l'agitation des fêtes est ainsi une tentative pour se ménager un espace confortable, dont les codes nous sont connus et où l'on se sent compris.

Où sont les barricades ?

Revenons à la crise de l'été. Les démarches du comité n'ont pas permis de faire évoluer, à court terme, la situation, et pour la saison culturelle suivante, le conseil municipal avait dans un premier temps voté la suspension pure et simple de la subvention accordée au comité des fêtes. De longues et âpres négociations ont permis de parvenir à une solution, sous forme de compromis, et quelques animations ont pu être programmées. Cela a notamment été rendu possible par l'action d'un adjoint au maire, Bernard V., qui a pesé de tout son poids pour faire évoluer la position du conseil municipal. Bernard V. est un ancien militaire. Il travaille encore pour une société qui est en lien avec plusieurs États africains dont elle assure la formation des forces de l'ordre. Il s'amuse souvent à provoquer son auditoire en tenant des propos où affleurent un racisme minable et une vision très autoritaire de la vie politique et économique. On comprend ainsi qu'il est loin de partager les valeurs et les idées politiques de la plupart des membres du comité des fêtes, unanimement antiracistes, soucieux d'égalité sociale et fréquemment antimilitaristes. Pourtant, une alliance, de circonstance, s'est construite, et ce conseiller a défendu le droit au comité des fêtes d'exister, le droit, pour celles et ceux qui le forment, d'œuvrer collectivement sur le territoire. C'est qu'il partage avec ses membres des

propriétés sociales – à commencer par le fait de ne pas être né dans la vallée et d'avoir vécu dans un grand centre urbain – et des pratiques culturelles : l'existence d'une vie artistique dans son village est pour lui un enjeu majeur. Il sait que l'attractivité d'une commune de montagne peut tenir au dynamisme culturel et associatif, et reconnaît, de ce point de vue, que l'action du comité est positive pour le village. Il est notamment sensible à sa médiatisation et au haut degré de légitimité des artistes programmés.

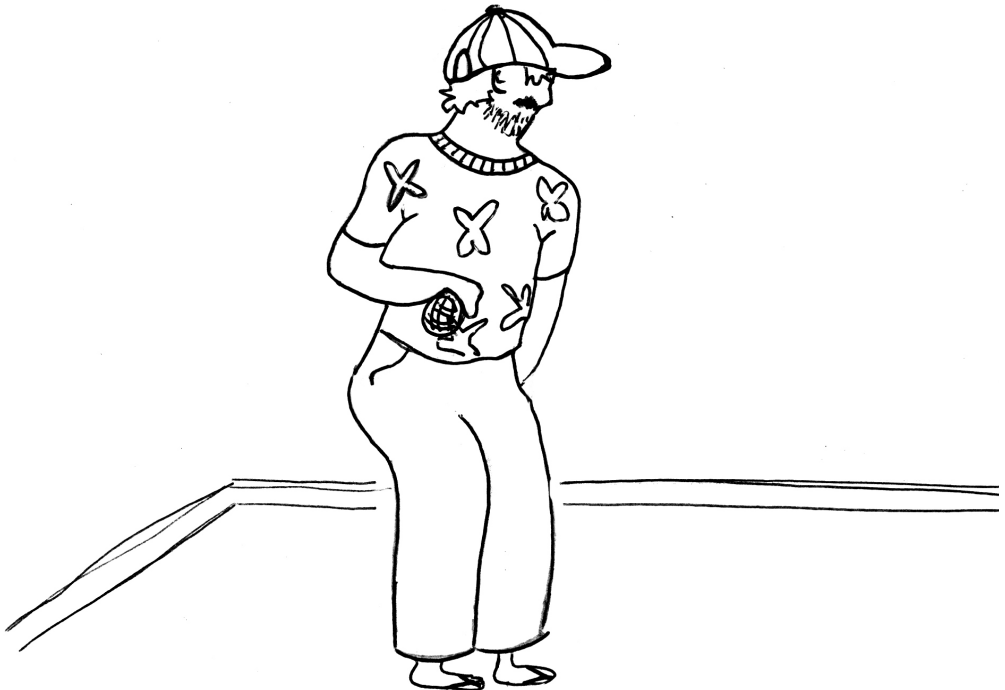
On observe ainsi que, par-delà les clivages politiques, par-delà aussi les clivages que l'on pourrait décrire en termes socio-économiques, des lignes de fractures culturelles se dessinent, remodelant les alliances et les oppositions. C'est à la résistante et femme de lettres communiste Elsa Triolet que l'on attribue ordinairement l'idée selon laquelle les barricades n'ont que deux côtés, qu'il faut choisir le sien et s'y tenir. Il semble qu'en montagne, la topographie des luttes admette une complexité plus grande. Il convient de reconnaître, lorsqu'on est en possession de capital culturel, qu'il n'est pas impossible que l'on exerce une forme de domination, malgré tous les efforts que l'on peut faire pour œuvrer au métissage, aux rencontres, et pour faire vivre toutes ces idées pleines d'humanisme et d'ouverture d'esprit. Qu'il n'est pas impossible non plus que l'action que l'on mène sur un territoire participe d'une appropriation symbolique, générant chez celles et ceux qui sont arrivé·e·s avant nous un sentiment de dépossession. Et, s'il ne s'agit nullement de faire des autochtones les seules sources de légitimité dans l'action, il semble indispensable, dans l'hypothèse où l'on souhaite réellement

vivre ensemble, vivre avec celles et ceux qui sont différent·e·s de nous, de faire preuve d'humilité, de prendre le temps d'observer, d'écouter, de faire attention à ses façons de dire et ses façons de faire.

Il ne peut s'agir, *in fine*, de nourrir un sentiment de culpabilité stérile, ou de s'interdire toute action publique. Mais la prise en compte des dispositions qui participent à déterminer ce que chacun·e a fait de soi, et l'observation des relations de domination réciproque, permettent de se montrer attentives et attentifs à toutes les formes de violence symbolique. Et, cette vigilance acquise, on peut envisager de désamorcer *a minima* la violence qui passe par nous. Amen.

Alex et Camille

Illustrations de L'oignon et La frite



LES GARS DU COIN

ENTRETIEN À PROPOS D'UNE JEUNESSE RURALE ET OUVRIÈRE

Quand on parle de jeunesses populaires aujourd'hui, on pense bien plus souvent aux « jeunes des quartiers » qu'à ceux de la campagne. Au-delà d'une ruralité réduite à sa seule dimension paysanne ou agricole, Nicolas Renahy dans l'ouvrage *Les gars du coin*, enquête sur une jeunesse rurale, pose la question du « local ». Par une diversité de lieux enquêtés : usines, club de foot, maison des ouvriers locaux, cafés du coin, etc., il nous montre les aspirations ainsi que les difficultés matérielles d'une jeunesse ouvrière confrontée à la désindustrialisation dans les territoires ruraux.

Derrière les injonctions des pouvoirs publics et des notables locaux à intégrer les codes et valeurs dominantes, on y retrouve la condescendance des classes supérieures à l'égard de cette population.

Nicolas Renahy est sociologue des classes populaires et des espaces ruraux à l'INRAE, son livre a été publié aux éditions de La découverte en 2005.



Pourquoi avoir enquêté sur la jeunesse rurale de ta région d'origine, marquée par un monde ouvrier en voie de reconfiguration? Comment as-tu réalisé et appréhendé cette immersion au sein de cette classe populaire en tant que « sachant », de classe supérieure, urbain, etc.?

Nicolas Renahy : La démarche d'enquête est inhérente à ma propre trajectoire et aux rencontres que j'ai pu faire pendant mes études. Les cours de Michel Pialoux, nourris de ses enquêtes auprès des ouvriers et ouvrières Peugeot du bassin de Montbéliard, mais aussi de celles de Stéphane Beaud auprès de leurs enfants, me permettaient de mieux comprendre le vécu d'anciens copains d'école, de collègue ou du foot. J'ai en effet grandi à dix kilomètres d'un village industriel bourguignon, Foulange. Une usine de 220 salarié·e·s avait fermé en 1981, deux autres se sont ouvertes dans les années qui ont suivi mais en ne reprenant que quelques dizaines de licencié·e·s. Plusieurs amis d'enfance ont donc connu le chômage de leurs parents. Je les perdais de vue au fur et à mesure de l'avancée de ma scolarité, que je poursuivais sans encombre, tandis qu'eux connaissaient le redoublement ou l'orientation dans les filières techniques. J'ai proposé à Pialoux un sujet sur l'histoire et l'actualité de ce « petit » monde ouvrier, aux conditions de travail sans doute moins aliénantes que dans la grande industrie, très peu syndiqué, moins revendicatif que ceux de Sochaux-Montbéliard face à une direction et une hiérarchie connue, voire familière lorsqu'un ou une chef·fe sont des apparentés ou des voisins. L'immersion a été progressive. Au départ, j'ai sollicité d'anciens copains et quelques

connaissances pour réaliser des entretiens, et, du fait de la force des rapports sociaux de genre, j'ai sollicité ma mère infirmière dans le canton pour qu'elle fasse l'intermédiaire afin je rencontre des ouvrières. J'ai aussi découvert un fonds d'archives fantastique à la mairie du village, que j'ai ensuite beaucoup utilisé. Puis j'ai postulé à l'usine comme ouvrier saisonnier et je me suis réinscrit dans le club de foot du village. L'appréhension première à fréquenter un univers éloigné du mien (encore plus après ma socialisation aux études longues), à (re)contacter des personnes perdues de vue, à poser des questions idiotes, à me faire rembarrer, à me confronter pratiquement au savoir-faire manuel, à ne pas comprendre les logiques de sociabilité en usine... s'est estompée au fur et à mesure du temps passé sur place, des rencontres, du quotidien de l'atelier de l'usine, des entraînements, matchs et troisièmes mi-temps au foot, des invitations aux domiciles, etc. Sans cette implication personnelle, et bien qu'ayant grandi dans les environs, j'aurais été perçu comme un étudiant de passage et n'aurais pu recueillir que ce que les anthropologues appellent un « discours pour étranger ». Ce fut surtout le fait de participer concrètement au travail ou aux loisirs ouvriers qui m'a permis de dépasser ce discours en entrant dans des relations quotidiennes d'interconnaissance. Ce faisant, j'échappais à un savoir savant désincarné, j'étais en capacité de comprendre une condition ouvrière singulière.



Au club de foot

« Le peu de monde a eu raison de l'entraînement. Nous sommes six en tout, quatre avoisinant la quarantaine d'années, et deux de moins de trente ans. Commentaires sur les matchs du dimanche, puis nous rentrons boire une bière. En fait je reste avec Djellal [le plus jeune] : les quatre autres prennent une douche ! « Ça sera fait », disent-ils. Je ne sais pas trop ce qui leur prend.

Le fait que ce soient les joueurs les plus âgés qui aient pris une douche [...] indique bien que cette pratique ostentatoire correspond à une opposition hommes/femmes, copains/couples, extérieur/maison : tous sont mariés et ont des enfants. [...] On me raconta ce soir-là qu'il arrivait de mouiller ses cheveux et salir chaussures et maillots de sport dans la boue pour justifier auprès de sa femme, qui lave le linge, de s'être entraîné alors que l'on n'a fait « que boire des coups ».

[Extrait du journal de terrain, 26 mars 1997]

Dès lors, l'enceinte des vestiaires, exclusivement occupée par des hommes, apparaît comme un lieu d'expression d'une sociabilité masculine qu'il est possible de définir comme une revanche prise sur l'espace domestique. Revanche qu'il faut d'abord considérer comme un affranchissement à l'égard du pouvoir féminin, dans le sens où venir à l'entraînement régulièrement, c'est prendre du temps sur la vie de famille, ou tout au moins sur la vie de couple. Ainsi, lorsqu'en début de saison certains s'étonnent de l'absence d'un joueur titulaire en équipe A la saison passée, ses collègues de travail informent que désormais chez lui, « ce n'est plus lui qui commande », mais sa copine, avec qui il vient de se mettre en ménage. Concurrencé à son poste en équipe A par un joueur plus jeune et régulier aux entraînements, il sera désormais convoqué au sein de l'équipe B. »

Photo prise à Foulange



Cette jeunesse, ouvrière et rurale, est doublement invisible : en tant qu'ouvriers d'une part, et en tant que ruraux d'autre part. Dans ce contexte, « être du coin » c'est se voir reconnu au sein d'un lieu par rapport à ses occupations, mais aussi par rapport à son origine sociale et familiale. Qu'est-ce que grandir dans ces territoires veut dire pour ces jeunes ?

La fermeture de l'ancienne usine de cuisinières en 1981 a durablement marqué les trajectoires des jeunes successives. Même si deux entreprises industrielles ont été créées quelques années plus tard, le niveau de l'emploi n'a jamais plus été le même. Jusqu'aux années 1970, l'usine mettait le pied à l'étrier de la plupart des enfants d'ouvriers : nombreux sont celles et ceux qui quittaient ensuite le vil-

lage et l'usine. Mais en sortant du système scolaire peu ou pas qualifié·e·s, l'usine leur permettait d'entrer précocement sur le marché du travail. Avec la crise de l'emploi, au-delà du chômage des parents, c'est cette facilité d'accès à l'insertion professionnelle qui disparaît. Les migrations sont alors massives

puisque la commune passe de plus de 900 habitants en 1975 à 600 en 1981. Pour les familles qui restent, l'avenir est sombre dans ces années 1980 où la majorité des jeunes s'inscrivent à l'ANPE à la sortie de l'école du fait de la disparition de l'ancien système paternaliste qui les intégrait. Signe que les familles intériorisent rapidement les effets de la crise industrielle, les formations courtes dans le

bâtiment sont privilégiées par les garçons, et celle dans le secteur sanitaire et social par les filles. Certain·e·s arrivent à trouver du travail chez les artisans du secteur ou dans les services (supermarchés, stations-essence, etc.), d'autres quittent leur famille au village pour tenter de trouver du travail en ville, sans toujours beaucoup de succès (d'où les allers-retours dans la famille et l'arrivée de la consommation de drogues au village). On voit donc que dès cette génération, être issu de familles établies dans l'espace local ou de familles plus marginales conditionne l'avenir des jeunes en temps de crise de l'emploi.

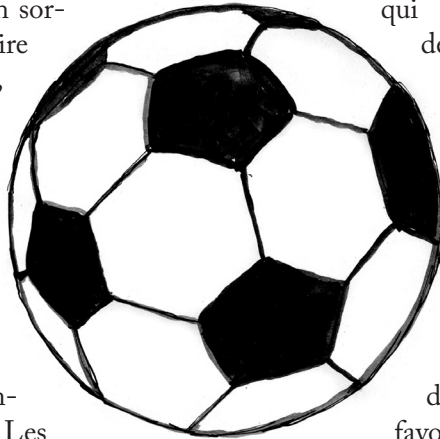
Quand je réalise mon enquête à partir de la seconde moitié des années 1990, l'économie villageoise de l'emploi a connu

une relative embellie. L'usine qui a repris la fabrication

de cuisinières (la SMF) embauche quelques jeunes hommes, et une usine de câblerie automobile embauche quelques dizaines de jeunes femmes. Sur le papier, la nouvelle génération connaît

donc un contexte plus favorable. Mais l'instabilité

de l'entrée sur le marché du travail marque les trajectoires, d'autant que ces jeunes-ci sont le produit de la seconde explosion scolaire des années 1985-95, qui a massivement valorisé les filières longues et générales. Si bien que sur le front de l'emploi comme sur celui de l'école, les logiques de reproduction de l'ouvrier métallurgiste ne vont plus de soi. Samir illustre bien ce processus : titulaire d'un CAP de plâtrier, une courte



expérience le rebute du métier qu'il a appris et du milieu du bâtiment. Pendant plusieurs mois, il est ensuite au chômage, profitant un peu de sa jeunesse (grand fumeur de marijuana, il joue du djembé, sort beaucoup tout en vivant chez ses parents). Comme son père fit partie de la quarantaine de licenciés de l'ancienne usine de cuisinières réembauchés par la nouvelle, il entre facilement à l'usine, d'abord comme contractuel puis en CDI. Mais dans nos discussions, Samir n'a de cesse de stigmatiser les vieux ouvriers (« Enfin les vieux... les plus de quarante ans, quoi »), qui se font « manipuler » par le chef d'atelier, qui ignorent les dernières avancées techniques, etc. Le déni de l'héritage ouvrier s'exprime ainsi par la valorisation de la débrouille, de la compétence, de l'adaptation, autant de valeurs intériorisées par les membres de sa génération lors de leur passage à l'école, et qui les mettent en porte-à-faux vis-à-vis de leurs parents¹. Il finit par démissionner pour entrer dans une période d'instabilité professionnelle et sentimentale au cours de laquelle il quitte périodiquement la région.

De quoi dépend le fait de rester sédentaire au sein de ces zones appauvries et dépeuplées, c'est-à-dire paupérisées, pour ceux que tu nommes « les gars du coin » ?

Très concrètement, des opportunités d'embauche. Un chef d'établissement d'un lycée des Ardennes me disait ainsi après sa lecture des *Gars du coin* que pour les jeunes du village de Foulange et de ses environs, il y avait encore un peu de boulot,

contrairement à nombre de zones rurales désindustrialisées. Mais même à Foulange, les possibilités d'accès au marché du travail ouvrier s'étant amenuisées, les ressources des uns et des autres s'avèrent inégales. D'où l'importance de ce que j'ai appelé le *capital d'autochtonie* : « être d'ici » et reconnu comme tel est susceptible de procurer des petites ressources sociales, à travers le poids des réseaux amicaux, la place qu'on occupe dans les sociabilités locales, la renommée du nom de famille, l'étendue et l'assise professionnelle des proches et parents (susceptible d'ouvrir des possibles lorsqu'un oncle est ouvrier qualifié dans le bâtiment ou une grande sœur aide-soignante dans une maison de retraite par exemple), et la manière dont le jeune réinvestit ou non ces ressources héritées. Samir et ses amis concluaient ainsi une conversation à la buvette du stade de football un dimanche : « À Foulange, si t'es pas un Pouchet ou un Potet, t'es rien » – les Pouchet désignant une parentèle ouvrière de l'usine qui a fourni plusieurs très bons joueurs au club de foot, les Potet une famille d'entrepreneurs du bâtiment. C'est aussi comme cela que l'on peut comprendre la mobilité géographique de Samir : son instabilité à vingt ans s'explique par un sentiment de marginalisation sociale et symbolique au sein de l'ordre ouvrier local, qu'il veut fuir.

L'importance de la parenté comme celle des crises démographiques et de l'emploi n'empêche cependant pas la construction et l'acquisition d'un *capital d'autochtonie*. José, ouvrier d'usine arrivé avec sa femme du Portugal en France à la fin des années 1960, était un bon joueur de football. Par ce biais, par la rapidité de son apprentissage de la langue française et son caractère sociable, il intègre alors rapidement une

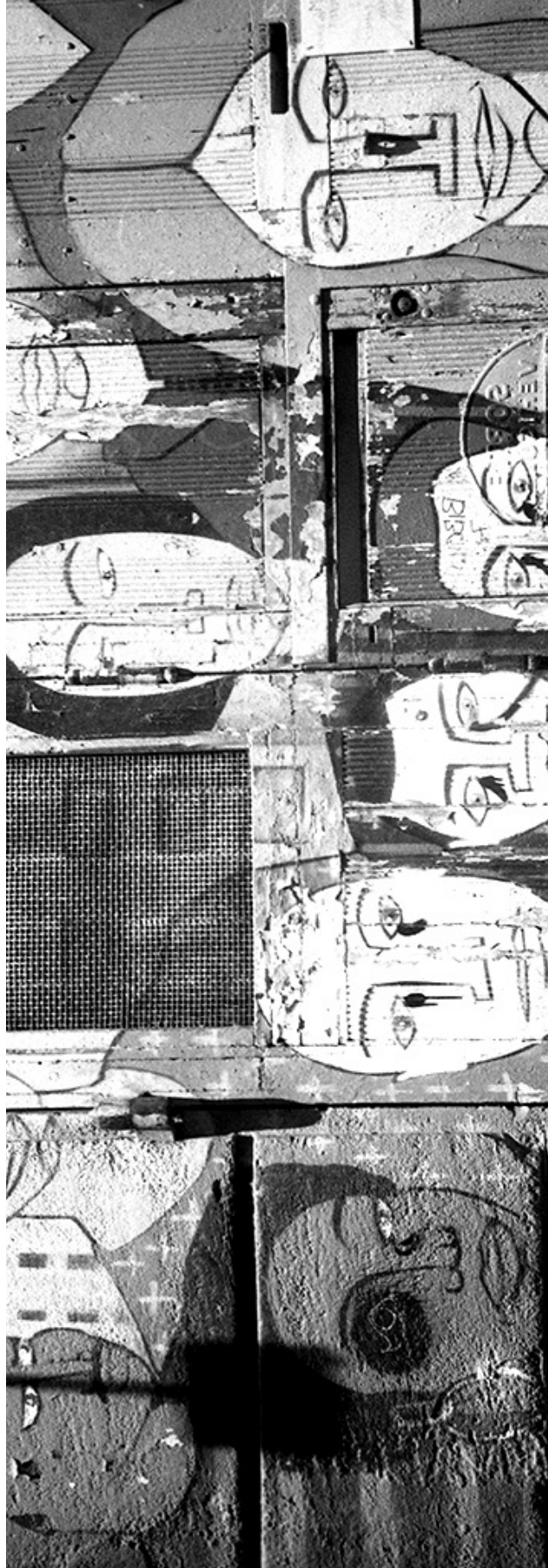
1 cf. Stéphane BEAUD, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, 2002.

bande d'amis footballeurs qui participe à la réussite sportive du club de Foulange (montée en division régionale, victoire en coupe départementale). Au moment où l'industrie paternaliste se désengage de son soutien aux associations locales, José donne de son temps et de son énergie pour refaire le terrain ou les vestiaires. Il acquiert donc une petite notoriété locale, qu'il transmet à son fils Felipe. Vingt ans plus tard, Felipe est lui-même ouvrier à l'usine et capitaine de l'équipe première.

Comment ceux qui bossent en usine se comportent face à la mise à mal du monde ouvrier – et aussi d'une certaine fierté ouvrière –, suite à la fermeture de l'usine Ribot à Foulange en 1981? Dans un tel contexte, le *capital d'autochtonie* joue-t-il toujours un rôle pour ces jeunes?

Comme on l'a vu avec le cas de Samir, les « vieux » ne constituent plus une figure d'identification. Les jeunes ouvriers en parlaient difficilement en entretien, seuls certains évoquaient le fait que leurs pères s'étaient « fait avoir », obéissants lorsqu'ils avaient été licenciés et redevables du nouveau patron lorsque celui-ci a réembauché 40 des 220 anciens employés. Il faut dire que la consigne à l'époque avait été de ne pas reprendre « les syndicalistes et les alcooliques », ce qui n'a évidemment pas favorisé la transmission de la mémoire des luttes et de l'occupation de l'usine pendant huit mois par les militants de la CGT...

Mais ce qui était difficile à recueillir par entretien m'est apparu de manière bien plus évidente à l'usine. L'introduction progressive des machines numériques dans l'atelier vient vider de sa substance le savoir-faire lié à la connaissance des



anciennes presses, des vieilles rayonneuses ou de la « petite cisaille » qui date de l'entre-deux-guerres et qui « a vu passer un sacré paquet de gars », mais sur laquelle on envoie un saisonnier parce que personne ne souhaite réellement y travailler. Si le travail sur de telles machines peut encore parfois donner lieu à des démonstrations de force et de virilité, les jeunes ouvriers ne se prêtent que partiellement au jeu : sitôt la passe finie sur la machine, le bleu de travail (nécessaire du fait de la présence importante de graisse) est enlevé et rangé dans un sac derrière la machine. L'habit renvoie trop à « l'ancienne » génération, qui le porte quotidiennement et quelles que soient les tâches à effectuer. Une telle logique générationnelle de distanciation avec l'héritage ouvrier est par ailleurs redoublée par la politique patronale des primes individuelles. Alors que les anciens racontent « qu'à l'époque », lors de la distribution des fiches de paie dans

l'atelier en fin de mois, tout le monde ouvrait la sienne devant les collègues afin de comparer les rémunérations, chacun s'isole aujourd'hui pour prendre connaissance du montant de sa prime. Et, en l'absence de représentation syndicale, lorsqu'un mécontent ose interpeller le chef d'atelier, cela ne remonte pas à la direction et ne donne lieu à aucune revendication collective.

Le fait de devoir trouver du travail à des dizaines de kilomètres de son domicile s'est généralisé et a des effets concrets sur son insertion dans son village et ses environs (où l'on passe de fait moins de temps) comme dans l'entreprise qui nous embauche (où l'on connaît moins de monde et où il est plus difficile de s'impliquer dans les sociabilités). Cette tendance est observée par les sociologues depuis les années 1980, et se manifeste à différents degrés dans d'autres entreprises ou institutions. Or, pour que le petit



pouvoir populaire que constitue le *capital d'autochtonie* joue, il faut qu'il soit reconnu par les dominants. D'autres enquêtes ont, depuis la première publication des *Gars du coin* en 2005, confirmé sa perte de valeur du fait de la mise à mal des logiques d'interconnaissance locale. Même dans l'Éducation nationale ou dans des ateliers SNCF installés en zone rurale, les profils des enseignants, cadres et managers tendent à profondément changer, avec l'arrivée de générations d'urbains qui ne s'installent pas sur le lieu de travail et ne participent pas ou très peu aux sociabilités locales². Outre que cela affaiblit les opportunités de promotion sur place dans les entreprises puisque les « bonnes places » tendent à être occupées par des citoyens qualifiés, le lien des classes populaires aux autres milieux sociaux se

distend. Cela ne peut que renforcer le sentiment, très souvent exprimé lors du mouvement des Gilets jaunes, d'avoir affaire à des gens prétentieux, méprisants, peu attentifs aux populations rurales subalternes.

Le *capital d'autochtonie* n'est pour autant pas devenu obsolète. En marge du marché du travail où il faut sans cesse être « mobile », prouver sa « motivation » ou son « autonomie » avant d'obtenir un « vrai contrat », fréquenter régulièrement les copains permet de maintenir une place stable dans un monde familial. La prolongation des relations de bande établies dans l'enfance ou l'adolescence constitue une forme de rempart, mais aussi une ressource potentielle. Analysant la situation des jeunes qui « restent » dans leur campagne du Grand Est, Benoît Coquard a montré que le capital d'autochtonie entretenu au sein de la « bande de potes » peut permettre de

2 Voir les contributions de Lorenzo BARRAULT-STELLA et Julian MISCHI à Ivan BRUNEAU *et al.* (dir), *Mondes ruraux et classes sociales*, EHESS, 2018.



Entre usine et foyer

« Suzanne a obtenu plusieurs CDD [à la CCF]. Mère célibataire à quinze ans et demi, elle a arrêté ses études en cours de CAP du fait de sa mise en ménage rapide et de l'arrivée d'un nouvel enfant (elle n'a alors pas dix-huit ans). [...] Ses parents portugais sont arrivés en France au début des années 1970. Son père est manoeuvre dans l'entreprise de maçonnerie de Foulange. Ses deux sœurs cadettes vivent au foyer parental, tandis que les aînés sont partis travailler en ville. Suzanne porte un regard très critique sur le mode de gestion du personnel de la CCF, qui n'a jamais voulu l'embaucher en CDI. [...] Malgré les mots durs qu'elle a eu devant moi sur l'entreprise, elle est retournée y travailler quelques mois. [...] Le foyer vit sur le salaire de son mari : un second salaire, même irrégulier, est le bienvenu. Il permet de faire valoir des droits aux Assedic lors des périodes de non-emploi, ce qui n'a pas qu'une valeur financière, puisqu'être chômeuse lui permet d'apporter sa part au ménage, mais aussi de garder l'espoir de retrouver du travail. Car Suzanne apprécie d'être active, d'être appelée à sortir de chez elle, de « voir des copines ». Quand elle en a l'opportunité et malgré les frais de garde des enfants, elle préfère travailler à la CCF. Elle ne comprend pas pourquoi l'entreprise recrute dans les villes des environs « alors que certaines de Foulange n'ont jamais été prises ». Finalement avec sa troisième puis sa quatrième grossesse, elle s'est petit à petit résignée à ne plus chercher du travail.

[...] La précarité du statut salarial et le désintéret progressif de la CCF pour les femmes originaires du village ne peuvent que renforcer les schèmes du monde ouvrier « traditionnel », ou l'ouvrière est d'abord la femme de l'ouvrier, la maîtresse de maison mère de famille qui gère l'espace domestique et dont les activités sont calées sur l'agenda masculin. [...] Cette « stratégie » féminine, incorporation du mariage et de la maternité comme « destins féminins », se trouve en butte à l'insécurité statutaire, morale et affective de jeunes hommes instables, qui souhaitent au contraire repousser l'engagement matrimonial. D'où de nombreuses expériences d'échecs sentimentaux, divorces, séparations. L'écart des positions sexuées réactive en quelque sorte le modèle patriarcal de l'espace domestique populaire, où les femmes « portent tout » et où les hommes recherchent un espace privatif en dehors du foyer (au football, dans le jardin, au café...). »

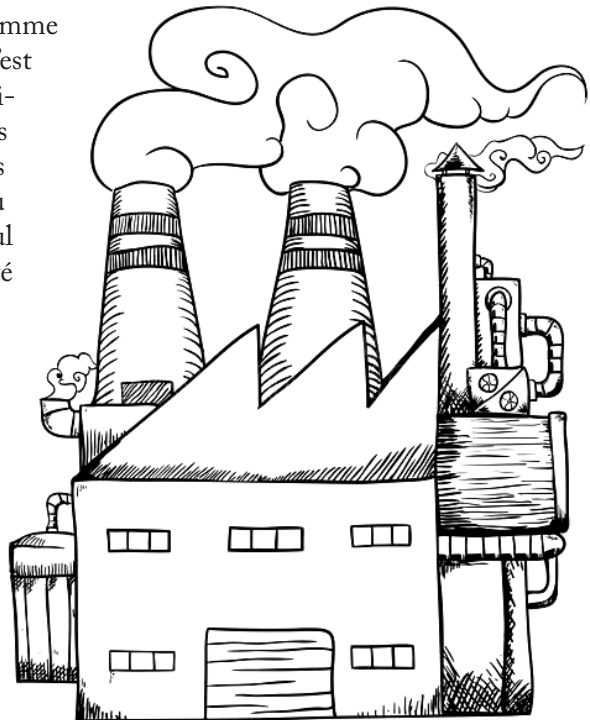
trouver une bonne situation d'ouvrier agricole dans l'exploitation d'un ami d'enfance, ou de se faire une clientèle lorsqu'on s'installe comme auto-entrepreneur pour entretenir les jardins des personnes âgées³.

Comment s'effectue le rapport entre les hommes qui travaillent à l'usine qui produit des fourneaux (la SMF) et les femmes qui travaillent à l'usine de câblerie automobile (la CCF) ?

Au premier abord, les deux groupes de salariés paraissent étanches. Si les deux usines se jouxent, l'une est une PME fondée par un patron parfois surnommé « Papa » tandis que l'autre appartient à un grand groupe dont la quinzaine de cadres qui travaillent sur place sont quasiment tous des citadins, relativement jeunes, qui ne resteront pas forcément longtemps. Côté salarié·e·s, il n'y a pas ou très peu de covoiturage, et seul un couple est alors à ma connaissance composé d'une femme qui travaille à la câblerie et d'un homme salarié de l'usine de fourneaux. C'est en prenant connaissance des multi-appartenances des un·e·s et des autres que l'on comprend les éventuels liens de parenté, de voisinage ou de sociabilité qui dépassent le seul salariat : on retrouve là une réalité des zones d'habitat peu denses que sont les campagnes, à savoir que les différents espaces sociaux (le travail, la parenté, le voisinage, la vie politique et la vie associative) sont fortement superposés. Mais au cours des années 1990, cette superposition s'amenuise comme

nous l'avons vu, allant dans le sens de mon impression première d'étanchéité relative entre les deux salariés.

Le fait central qui explique ce phénomène tient à l'évolution de la politique de gestion de la main-d'œuvre par le groupe industriel (on devrait plutôt dire les groupes successifs) qui possède la câblerie. De l'ouverture du site en 1983 au début des années 1990, la plupart des embauches aboutissent à des CDI. Sont alors privilégiés les recrutements d'ouvrières licenciées de l'ancienne usine Ribot (l'atelier d'émaillerie était surtout composé de femmes), puis de leurs filles, nièces, ou de celles d'ouvriers de la SMF. Dans les années qui suivent, ce sont les CDD qui sont privilégiés. Cela change fondamentalement la donne. D'une part dans la trajectoire des ouvrières : je développe dans l'ouvrage le cas de Suzanne [voir encadré], qui alterne périodes d'embauche et de chômage en fonction des



3 Benoît COQUARD, *Ceux qui restent : faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2019.

besoins de l'entreprise, et ne peut donc se projeter durablement dans le salariat – cela a évidemment des conséquences fortes en matière de dépendance à l'égard du conjoint, qui possède lui une situation professionnelle plus stable. Et d'autre part en matière de bassin de recrutement : la câblerie embauchant en 1997 plus de 140 ouvrières (pour un effectif total de 170 personnes), elle constituait alors l'un des rares recruteurs dans une zone pauvre en emplois, et la très grande majorité des contractuelles habitent dans deux bourgs voisins de dix kilomètres ou dans des villages situés dans un rayon de trente kilomètres. Il est donc logique que les relations d'interconnaissance s'amenuisent entre les ateliers. Depuis cette période, le groupe a fermé l'atelier de fabrication pour le reconvertir en atelier de conception qui n'embauche plus qu'une quarantaine de personnes.

Comment vivent-ils la remise en cause des cadres traditionnels de la masculinité ouvrière ? Assiste-t-on à l'émergence d'un célibat ouvrier, à l'instar de la crise de la paysannerie des années 1950-1960 qui fut à l'origine d'un célibat paysan ?

Si j'ai pu observer des situations de célibat masculin durable, elles concernaient les jeunes hommes les plus précaires, connaissant une situation professionnelle fragile ou peu enviable – comme pour Hervé, manœuvre en scierie qui meurt avec son frère dans un accident de voiture à la sortie d'une boîte de nuit, et qui ne possédait pas de fortes ressources viriles en comparaison des joueurs de foot ou des pompiers volontaires qui continuent à mettre en scène une masculinité populaire. Ce que j'ai pu observer à

Foulange correspond ainsi à une tendance générale connue : ce sont les moins diplômés qui rencontrent des situations de cumul d'instabilité à la fois conjugale et professionnelle. Le phénomène est moins visible que le célibat de la petite paysannerie française d'après-guerre car celui-ci découlait d'une métamorphose considérable des campagnes de l'époque (fort exode rural et déclin de l'emploi agricole, encore majoritaire avant-guerre parmi les actifs ruraux), mais il renvoie bien à la même logique de déclassement des plus précaires sur le marché matrimonial.

Comment les jeunes hommes de Foulange font face à cette difficulté de fonder une famille, voire même de se mettre en couple stable ?

Ces jeunes sont issus d'une stabilisation des itinéraires des membres de la génération précédente. Leurs parents, peu qualifiés, sont entrés tôt dans la vie active du fait de la présence d'une usine paternaliste susceptible de les embaucher dès leur sortie de l'école au niveau du certificat d'études primaires, ils se sont mariés et ont eu leurs premiers enfants jeunes, souvent autour de 18-22 ans. Les années 1970 correspondent par ailleurs à une forme d'apogée de l'État social bâti dans l'après-guerre. Les familles ouvrières du village bénéficient par exemple de la création d'un centre social dans le chef-lieu de canton en 1971. Le patronat local, qui avait précédé l'État dans ses pratiques d'assistance aux classes populaires, les prolongeait encore à cette période (l'usine installa par exemple un médecin de village à la fin des années 1960). La municipalité n'était pas en reste, puisque des années 1950 aux années 1970, elle fit venir

l'Office public départemental HLM dans la commune et lui fournit des terrains pour construire des pavillons locatifs, ou bien viabilisa des zones d'accession à la propriété individuelle. Bref, à tous points de vue (y compris en termes de politisation et d'accès à une conscience de classe), les années 1970 marquent une apogée pour ce monde ouvrier.

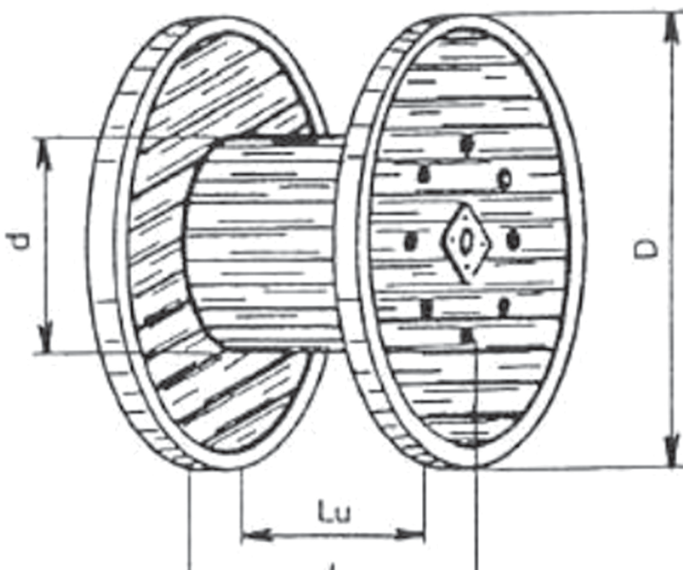
En regard de cette réalité passée, les vingtenaires des années 1990 ne peuvent reproduire un tel accès précoce à une situation honorable (salarié, parent, accédant à la propriété, opportunités de promotion dans l'usine). Si bien sûr certains ont eu des enfants tôt, tout en ayant une vie sentimentale instable, beaucoup de jeunes hommes ont fini par avoir des enfants à l'âge de 30 ou 35 ans, lorsqu'ils se satisfaisaient d'un emploi d'exécution, s'installaient de manière réellement indépendante et stabilisaient leur vie matrimoniale. Quand je les ai rencontrés alors qu'ils avaient entre 18 et 25 ans, ils étaient en situation de crise de reproduction

sociale, incapables, parce que trop fragiles, de se projeter dans l'avenir sereinement, et ne pouvant que différer leur accès à l'indépendance.

Pour finir, près de vingt ans après le début de ton enquête, qu'est-ce qui te frappe le plus ?

Ce qui me frappe est que malgré les effets pérennes de la crise industrielle, les pouvoirs publics n'ont toujours pas pris la mesure de ses effets délétères. Les politiques publiques sont toujours guidées par la volonté d'aider à la « création d'entreprises » – telles que le furent les usines de Foulange au début des années 1980 – mais continuent dans le même temps de « restructurer » les services publics, ce qui signifie très concrètement que les populations rurales en sont de plus en plus éloignées.

Grincheux Marx



ROULER AVEC SON TEMPS

L'ENVERS DU CYCLO-TOURISME

Cassandra est mordue de vélo et membre de l'Office de l'antitourisme de Grenoble¹, un collectif déjà interviewé dans le n°5 de *Nunatak*, et avec lequel nous partageons de près la critique de cette tentaculaire industrie du loisir, qui ne cesse de transformer nos espaces et conditionne nos modes de vie. À travers son récit et son expérience, il nous questionne sur la place des loisirs dits « alternatifs », au sein de notre société capitaliste. Pas facile d'être cyclo-voyageur dans un monde qui marchandise même nos coups de mollet !

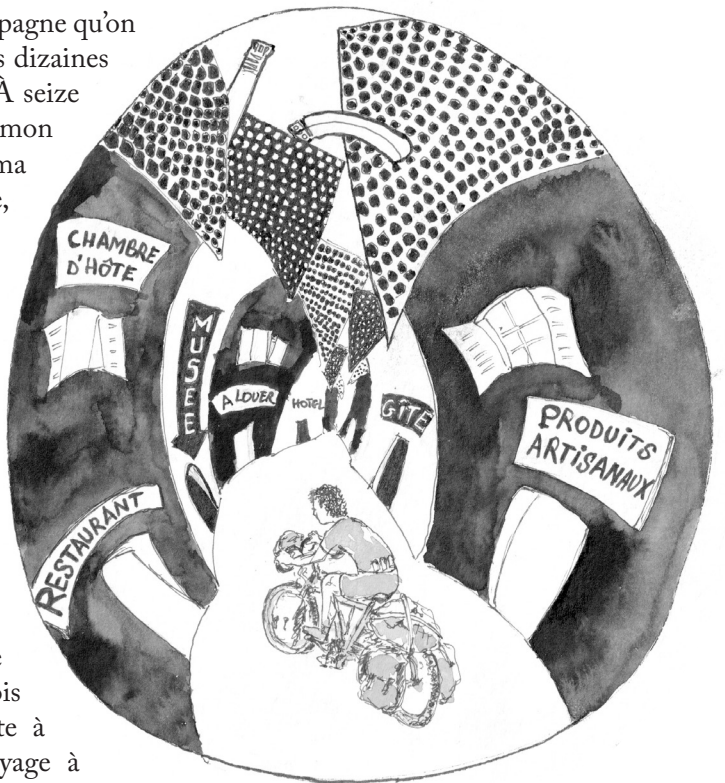
Ce texte, écrit et distribué en octobre 2021 à l'occasion du festival Vél'osons de Chambéry, où l'Office de l'antitourisme tenait un stand, a été publié dans le *Guide de l'antitourisme* n°2, sorti à l'hiver 2022.



1 Blog : antitourisme38.over-blog.com – Contact : anti-tourisme@riseup.net

A moureux du vélo depuis toujours, les seuls griefs que j'ai eus contre la machine étaient lorsque mon père nous forçait à apprendre à rouler avec ma sœur dans le jardin. C'est surtout à l'adolescence que j'ai découvert les joies du VTT avec un ami, et nous nous languissions que l'office du tourisme local publie la plaquette avec de nouveaux itinéraires. Car mordus des chemins que nous étions, on se trouvait souvent las de faire sans cesse les mêmes boucles. Un été, le centre social rural proposait une itinérance cycliste sur plusieurs jours. Nous étions suivis par une voiture qui portait nos affaires. C'était ma première expérience de voyage à bicyclette. Nous en avions plein les yeux, nous étions entre copains et découvrons la campagne qu'on ignorait à seulement quelques dizaines de kilomètres de chez nous. À seize ans, mes parents m'offraient mon premier vélo de route et, avec ma carte toujours dans la poche, je parcourais l'Isère à toute berzingue, ambitionnant de tout découvrir. Agrandissant mes sorties et m'éloignant progressivement du cercle environnant, je rêvais d'aller explorer la colline d'après, puis la montagne, etc. Mais qu'y a-t-il derrière? J'ai donc logiquement rêvé de traverser les Alpes, ce que je fis quelques années plus tard. De la grande itinérance sur plusieurs mois aux petites dérives sans carte à l'arrache, j'ai pratiqué le voyage à vélo pour toutes les raisons qu'un cycliste connaît : sensation de glisse, effort, découvertes paysagères et humaines, rencontres

fortuites, autonomie du parcours, moyen peu coûteux de déplacement. Comme un certain nombre, je fuyais les destinations touristiques et les relations marchandes, cherchant plutôt l'échange de services, la gratuité. Malgré ma démarche, dans les zones où le tourisme s'était développé (même en pleine campagne), les habitants me renvoyaient vers des activités touristiques ou des prestations marchandes. Plus le tourisme avait d'emprise sur un territoire, plus il était difficile de pratiquer le voyage. On voyait d'abord en moi un client de l'activité dont dépendait le territoire et non un individu singulier avec qui partager un moment, un bout de plat ou de lit.



J'ai vu par ailleurs l'intégration du tourisme à vélo dans le tourisme de masse lorsque je prenais un ferry et qu'il fallait dorénavant payer pour transporter la bicyclette, ou lorsque les politiques publiques commençaient à développer des itinéraires cyclables d'importance, je pense ici au réseau EuroVelo (17 itinéraires totalisant 91 500 kilomètres) ou à ViaRhôna (itinéraires cyclables qui longent le Rhône entre le lac Léman et la Méditerranée, le long desquels 65 000 nuitées liées au cyclotourisme ont été enregistrées en 2017, selon une étude du cabinet de conseil Inddigo). Je comprenais que ma pratique alternative n'avait pas d'impact sur le développement du tourisme que je critiquais. Je constatais sous mes yeux, que la pratique, même alternative, était intégrée par les politiques et devenait un marché à part entière. L'économie se développe sans considérer les différences éthiques animant les voyageurs, pensés et gérés comme des touristes. Moi qui voulais échapper à l'organisation par une approche marginale, je me retrouvais traité par le pouvoir comme un flux, un capital en puissance. Ces entraves au voyage s'étoffent, l'esprit touristique et mercantile grandit, c'est pourquoi, en mai 2016, lors de la deuxième étape d'un voyage à vélo, je me rends à la ZAD (zone à défendre) de Roybon, où des personnes s'opposent à un projet touristique de Center Parcs. Je voulais connaître la critique que portait la contestation pour alimenter la mienne. Plus tard, je rejoignais le comité de rédaction de *De tout bois*, la revue de lutte contre le Center Parcs de Roybon, puis fondais avec d'autres le collectif de l'Office de l'antitourisme de Grenoble. Si je me suis inscrit dans cette démarche collective,

c'est pour lutter contre l'organisation touristique, contre le tourisme et non contre telle ou telle pratique de tourisme. Trop souvent, j'ai constaté un mépris intellectuel de personnes qui dénigrent les autres touristes en se démarquant comme « voyageurs ». Cette pirouette permet de se placer du côté d'une certaine respectabilité douteuse. Pourtant, ces auto-désignés « voyageurs » ne partagent-ils pas souvent le même imaginaire touristique, la même quête d'exotisme et d'hédonisme, le même besoin de reconnaissance à travers les loisirs, une vision de la liberté très individualisée, centrée sur son parcours personnel, la même recherche de distinction, la quête minutieuse d'un matériel spécialisé avec ses marques de référence, un esprit comptable et centré sur la performance (les pays à « bas coûts », les kilomètres, le nombre de pays etc.), des destinations (l'Asie, l'Amérique du sud), un réseau (Warmshower), des vedettes? En effet, le voyage à vélo a aujourd'hui ses stars, ses festivals, ses documentaires, ses récits. Dans *Le jardin de Babylone*, Bernard Charbonneau écrivait en 1969 à propos des aventuriers : « Ils ouvrent la voie à leurs risques et périls, en solitaires; mais comme toute personne est un acteur en puissance, il faut qu'ils l'annoncent à un public avide de dépaysement. Ils écrivent un livre ou font des conférences pour convier l'univers à partager leur solitude : rien de tel qu'un navigateur solitaire pour rassembler les masses. [...] Quand on aime [un paysage] vierge, pourquoi par charité ne pas [le] faire connaître à tout le monde. En payant bien entendu, car il faut bien vivre. Quand on a la passion de la nature, pourquoi ne pas en faire profession, quand d'autres font profession



de l'Art? Mais la société ne paye pas ses serveurs pour rien. » Elle ne paye pas ses serveurs pour rien, car il y a de l'argent à se faire grâce à cet imaginaire que transmettent les écrivains, conférenciers et documentaristes de voyages. Il y a des assurances à vendre, des avions qui attendent le décollage, des trains, des bus, des équipements, des tour-opérateurs de cyclotourisme, des chaînes YouTube, des livres qui doivent se vendre, etc.

De plus, le Voyage est devenu une idole intouchable. Qui pourrait le critiquer aujourd'hui sans recevoir des foudres de toutes parts? Sans nier l'intérêt et les apports d'un voyage, on peut tout de même questionner sa nature contemporaine. Les motifs de voyage sont souvent centrés sur l'individu et non sur une quête d'émancipation collective, comme certains ont pu essayer en tentant de rejoindre des mouvements révolutionnaires pour

changer la vie avec les gens et partager plus qu'un « j'irai dormir chez vous² ». Partager plus que des questionnements insignifiants qui accaparent parfois nos voyages comme trouver son rythme, payer moins cher, quel pays choisir, publier ses photos, mettre en scène son périple, avoir une connexion internet, acheter le meilleur équipement, se créer des obstacles pour devoir les franchir, etc. La monopolisation de nos consciences par cet esprit voyageur pensé comme naturellement positif me paraît dommageable.

2 On peut penser ici à celles et ceux qui ont rejoint l'Espagne en 1936-37, aux Espagnols qui ont soutenu les révolutions en Amérique latine, ou, plus tôt, aux anarchistes qui parcouraient l'Europe pour attiser et propager les idées libertaires telle la figure emblématique d'Emma Goldman.

**SORTEZ DES
SENTIERS BATTUS
VISITEZ NOTRE
SÉLECTION DE
DESTINATIONS**



**ROUTE DES
SENS**



VIA RHONA





CHOSSES
À
VOIR:

BILLETTERIE

Roulez, on s'occupe du reste

Force est de constater que le vélo s'inscrit aujourd'hui pleinement dans l'esprit du temps, il est intégré dans l'organisation sociale productiviste, capitaliste et gestionnaire. Outil de déplacement plus rapide que la voiture dans l'urbain dense, il permet de réduire les temps de trajets quotidiens, des vélos à assistance électrique sont mis à disposition pour que les personnes sans permis se rendent au travail. En effet, le développement du vélo dans certaines métropoles est aussi un enjeu stratégique d'efficacité et de marketing territorial dans le but de se positionner comme une ville écolo. Des pistes cyclables et des marques émergent (Vélib', Mvélo+, Vélo'v). La focale institutionnelle est de promouvoir des modes de déplacements « doux », sans pour autant remettre en cause les raisons de nos trajets (travail, consommation, loisirs), qui sont parfois bien plus polluants et néfastes qu'un déplacement carboné (beaucoup de nos contemporains sont, eux aussi, obnubilés par la réduction des émissions de CO₂ par des procédés techniques dans un esprit gestionnaire). Ces politiques de promotion vélocipédique s'accompagnent *en même temps* d'un développement croissant et continu des infrastructures routières (extension de la rocade A480 à Grenoble), ferroviaires et aéroportuaires, bien que certains projets aient été annulés. De plus, les pistes cyclables sont pensées communément comme protégeant les vélos, mais elles sont surtout là pour protéger et perpétuer l'usage de la voiture en laissant le champ libre aux autos ! Le vélotourisme est même devenu un motif au bétonnage et à l'aménagement de routes spécifiques puisqu'un cyclotouriste rapporte durant son périple plus que les

autres touristes. L'économie autour des itinéraires cyclables est très lucrative. Les touristes à vélo dépensent davantage que les autres visiteurs et restent plus longtemps au même endroit³. Ainsi, chaque voyageur qui découvre la Loire à vélo (presque un million de visiteurs par an) consomme en moyenne pour 80 euros par jour. C'est-à-dire bien plus que les autres touristes : « Chaque kilomètre aménagé rapporterait ainsi entre 17 000 euros (en Bretagne) et 30 200 euros par an (le long de la Loire) au territoire⁴ ». Les professionnels appuyés par l'État développent le long des itinéraires des commerces, de la location de vélos, des hôtels qui s'adaptent à cette nouvelle clientèle : « Le tourisme à vélo est une forme de tourisme à fortes retombées économiques avec 5,1 milliards d'euros par an, soit une augmentation de 46 % en dix ans. [...] L'offre de tourisme à vélo s'est également considérablement structurée depuis les dix dernières années. Le nombre de prestataires touristiques marqués Accueil Vélo® a doublé entre 2015 et 2019 pour atteindre 4 000 prestataires⁵. » Julie Rieg nous annonce même, dans son article « Tourisme à vélo : des bons points au compteur », que « d'ici 2030, ce sont 7 894 kilomètres qui doivent encore être ouverts sur les 58 itinéraires inscrits au Schéma national des véloroutes. » À constater l'ampleur du phénomène et l'intérêt qu'y porte le monde économique-institutionnel, on peut dire que la

3 Julie RIEG, « Tourisme à vélo : des bons points au compteur », *Vélo & Territoires*, 24 novembre 2020.

4 Olivier RASEMONT, « Le tourisme à bicyclette engendre une activité florissante », *Le Monde* du 6 juillet 2018.

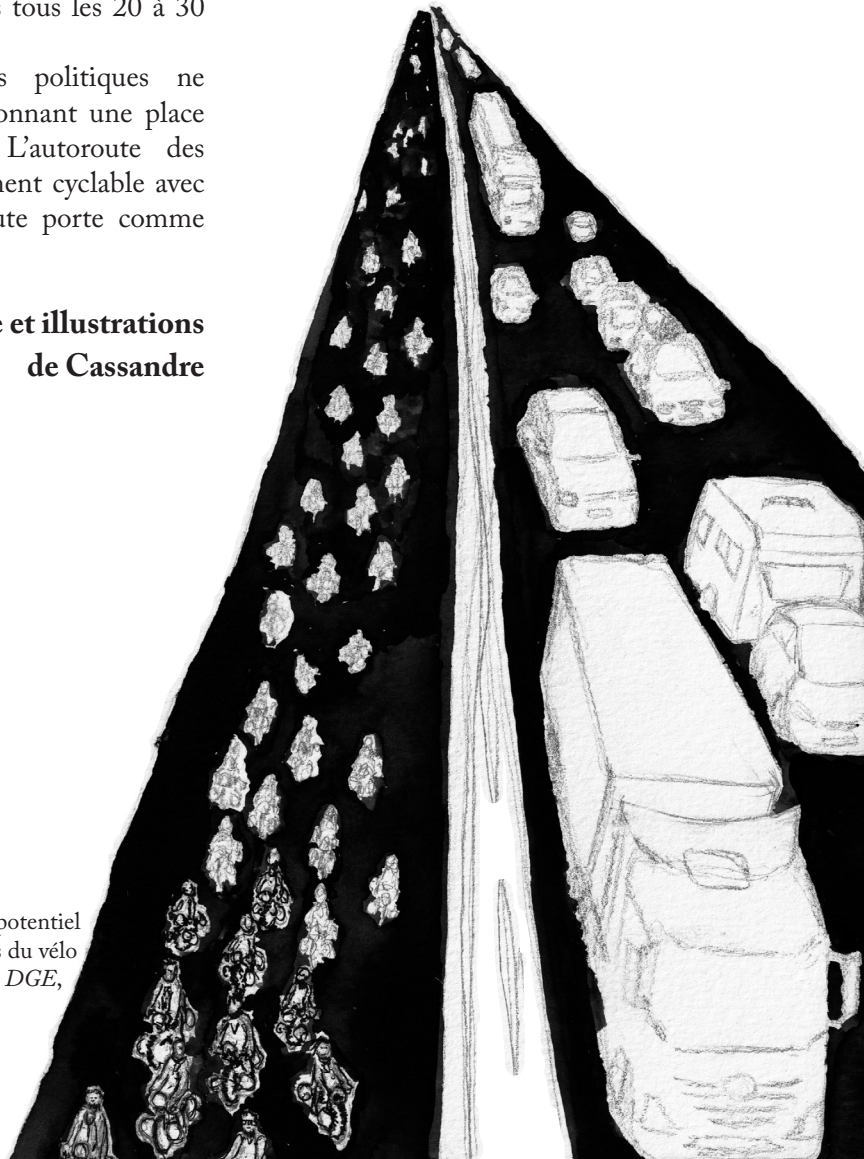
5 Agathe DAUDIBON, « Que retenir de l'étude sur l'impact économique et le potentiel des usages du vélo en France ? », *Vélo & Territoires*, 26 mai 2020.

petite reine a été soumise aux intérêts du prince. Sur les itinéraires, équipements et services apparaissent : points d'eau, toilettes, tables de pique-nique, bornes wifi, points de recharge pour les vélos à assistance électrique, poubelles, pompes, services de lavage et d'entretien du vélo, aires de jeux. Présentes comme sur les autoroutes, des aires de repos normalisées et leurs activités associées sont envisagées pour soulager les cyclistes tout le long de leur parcours. Une étude s'intéressant à promouvoir et développer le vélo espère même qu'un cyclotouriste puisse retrouver une aire de services tous les 20 à 30 kilomètres⁶...

Sans oppositions, ces politiques ne feront que s'étendre, donnant une place importante au vélo. L'autoroute des loisirs sera alors également cyclable avec tout ce qu'une autoroute porte comme aliénations.

Texte et illustrations de Cassandre

6 « Impact économique et potentiel de développement des usages du vélo en France », *Les Dossiers de la DGE*, avril 2020.



TRANSITION À VÉLO, NUISANCES À GOGO

PETIT TOUR CRITIQUE À VÉLO
ÉLECTRIQUE



Que le monde marchand crée de nouveaux besoins pour mieux pouvoir les satisfaire, nous sommes loin d'être les premiers à le constater. C'est bien la perspective des profits futurs qui maintient encore un peu la tête du capitaliste hors de l'eau. Coincés par la crise énergétique, pris au piège des réactions en chaîne consécutives aux bouleversements climatiques, il faut désormais redoubler de cynisme pour prétendre sauver la planète grâce à l'industrie marchande. Si cette industrie ne tourne pas à fond, tout s'effondre. C'est dans ce contexte qu'apparaissent le vélo électrique et autres « innovations » vertes qu'il s'agit de nous faire avaler. Face au désastre, nos deux reporters ont refusé le réflexe commun consistant à pédaler dans la semoule pour nous livrer cette enquête exclusive sur les dessous de la bicyclette à moteur propre.

Le « vélo à assistance électrique », ou « VAE », qui s'impose depuis quelques années dans les montagnes, est une belle opportunité pour s'interroger sur la chaotique notion de « transition écologique » ; ainsi que sur la recherche effrénée d'une liberté sans contrainte, dont il est une émanation. Il prolonge aussi les réflexions sur la critique du tourisme, déjà plusieurs fois abordée dans *Nunatak*, et bien développée par l'Office de l'antitourisme¹.

Que la transition écologique soit partout² n'est pas pour nous rassurer, notamment lorsqu'elle sert de prétexte au développement d'une industrie polluante comme celle des VAE. Très liée aux politiques publiques et de développement des territoires, elle va surtout de pair avec le développement de la première industrie mondiale, celle du tourisme qui exploite jusqu'aux vallées les plus reculées³.

Le VAE semble bénéficier de trop de complaisance et d'acceptation sociale, alors que ses nuisances nous paraissent nombreuses. Nous pensons qu'il est nécessaire de se questionner collectivement sur les origines du succès de ces formes de mobilité dites « douces » que représentent les VAE et autres « innovations » boostées au lithium⁴.

1 Voir antitourisme38.over-blog.com et l'article « Voyage voyage » dans *Nunatak* n°5.

2 Le ministère de l'Écologie est renommé ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires en 2022.

3 Henri MORA, *Désastres touristiques, L'Échappée*, 2022.

4 Précisions que ces critiques ne s'adressent pas à chaque détenteur de VAE – pas plus qu'au possesseur de smartphone ou de bagnole – mais plutôt au système qui conduit à leur production et vente. Car s'intéresser aux démarches individuelles à propos d'écologie, c'est un peu comme pédaler dans la semoule !

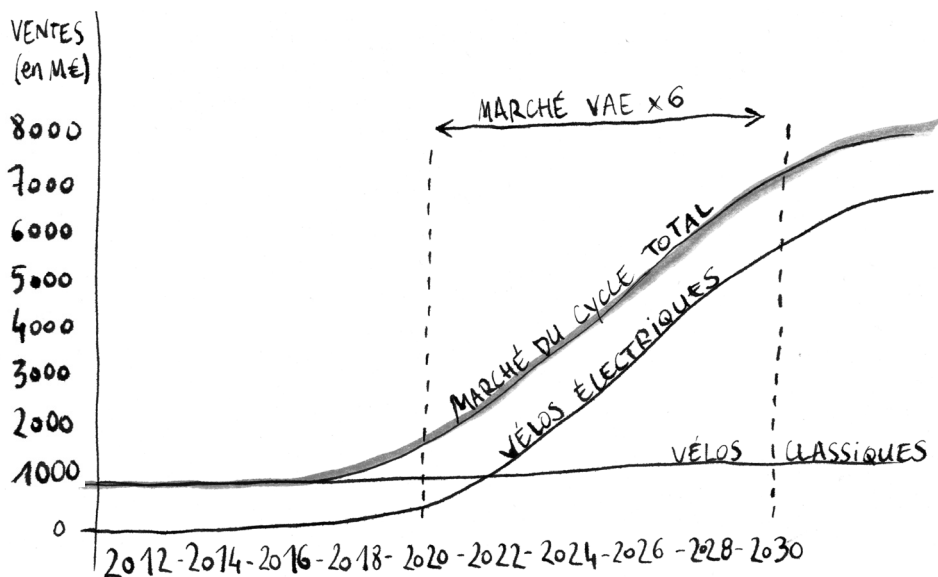
En montagne comme en ville, difficile d'échapper au phénomène : être assisté n'a jamais été aussi cool

Le vélo à assistance électrique, aurait tout pour lui : écologique, sportivement performant, mais aussi accessible aux non-sportifs. Les vendeurs de cycles ne sont pas en manque d'arguments commerciaux pour écouler leur quelques 660 000 VAE en 2021. L'industrie du cycle est par ailleurs ravie de ces chiffres de ventes qui sont en constante progression depuis dix ans et s'accompagnent également d'une augmentation de la valeur de vente moyenne des vélos traditionnels ou « musculaires » comme on dit dans le jargon. Et bien sûr, on se réjouit dans le milieu de l'augmentation du prix de vente moyen des vélos tous modèles confondus, qui a ainsi doublé en cinq ans, de 500 à près de 1 000 euros⁵. On peut heureusement compter sur la mise en place d'une aide de l'État de 400 euros pour l'achat d'un vélo électrique neuf, sous condition de revenu fiscal inférieur à 6 300 euros⁶. En France, un vélo sur quatre vendus en 2021 était électrique, et le lobby du cycle en attend encore davantage les prochaines années d'après son analyse du marché actuel⁷.

5 Sur le site de l'Union Sport & Cycle, il est précisé : « Depuis 1999, l'Union Sport et Cycle, principale fédération professionnelle des entreprises du sport et du cycle (1 400 entreprises adhérentes) porte et réalise l'Observatoire du Cycle. Cette étude annuelle vise à quantifier les ventes de cycles, de périphériques et d'accessoires en France et permet de suivre les tendances d'un marché en pleine évolution. » Ces chiffres sont issus de la présentation Powerpoint de cet Observatoire du Cycle pour l'année 2021, étude menée depuis cinq ans par le cabinet privé Nomadeis.

6 service-public.fr/particuliers/actualites/A15906

7 Union Sport & Cycle/Nomadeis, *L'Observatoire du Cycle Marché 2021*



« Une progression du marché en valeur très soutenue par le développement du VAE », reproduction d'un schéma extrait de l'Observatoire du Cycle Marché 2021

Sur les quelques centaines de milliers de VAE commercialisés en 2020, 22 % sont des VTT, 51 % des vélos dits de ville, les 24 % restant des VTC, vélos de route ou autres modèles « Cargo » ou de plage. Ces VAE permettent de pédaler plus ou moins délesté de l'effort : à puissance maximale, et selon le modèle et ses « performances », il est possible de gravir une pente raide en ne fournissant que le quart de l'énergie requise. Caricaturalement, pour un coup de pédale par l'utilisateur, le vélo en fournit généreusement trois.

Entre un prix qui peut être rédhibitoire pour les foyers modestes (entrée de gamme à 500 euros) et/ou résidant souvent loin des centres villes ou de leur lieu de travail, le VAE semble surtout être un outil de déculpabilisation pour une minorité aisée, à qui il permet de surcroît d'esquiver les transports en commun, même pour ses activités de loisirs. Pour

une catégorie des utilisateurs, l'utilisation du VAE devient d'ailleurs un loisir à part entière qu'il faut parfois acheminer en voiture jusqu'au lieu récréatif, notamment en montagne.

Personne ou presque ne s'insurge ainsi de voir apparaître des batteries au lithium, dont l'exploitation cause des conflits d'usages majeurs dans plusieurs pays⁸, sur des objets qui n'en nécessitaient pas jusque-là.

Une industrie vertueuse au service de la sobriété ?

Le VAE incarne formidablement le pouvoir du *greenwashing*, capable d'orienter efficacement la communication selon un positionnement supposément écologique, et profitant des questions d'énergie et de mobilité pour créer de nouveaux produits et de nouveaux usages.

⁸ Yasna Mussa, « Sur les routes du triangle du lithium », *Mediapart*, 24-27-29 août 2022.

Le lithium

Il est aujourd'hui largement utilisé dans la fabrication des batteries électriques, des éoliennes, des céramiques, mais aussi dans la conception de médicaments. La demande de ce minerai a bondi de manière exponentielle ces dernières années. Dans ce monde du tout-électrique, le lithium deviendra bientôt une matière première aussi essentielle que le pétrole. Quant à son prix, il augmente au rythme de cette demande croissante.

Le lithium se retrouve sous diverses formes : dans la roche dite pegmatite, dans les déserts de sel ou dans des eaux géothermales. Il demande une énorme quantité d'eau pour être exploité et utilise des additifs comme la soude lors de son extraction.

À travers le monde, plusieurs mines de lithium sont en cours d'exploitation mais il y a aussi un certain nombre de *réserves prouvées* ainsi qu'une partie de *réserves estimées*.

L'Australie est le plus gros producteur de lithium (avec 25 % en 2011) mais les plus grandes *réserves estimées* se trouvent dans des déserts de sel en Bolivie et au Chili ainsi qu'au Mexique. Inutile de préciser que les grands groupes tels que Bolloré sont grandement intéressés pour en prendre possession...

Des mines en Europe

Aujourd'hui une seule mine est exploitée en Europe, au Portugal. Le lithium y sert à l'industrie de la céramique.

Il faut signaler qu'une opposition farouche à l'exploitation de mines en Espagne et au Portugal se manifeste, mais le cours du lithium ayant explosé ces dernières années, les entreprises et les États mettent tout en place pour tout de même les exploiter.

Des projets de mines se multiplient en Finlande, en Tchéquie, en Allemagne, en Autriche, au Portugal et aussi en France. Sur son site internet, le Bureau de recherches géologiques et minières a ainsi recensé 41 sources de lithium. Il affirme que grâce aux gisements dans le Massif central ou dans les saumures géothermales d'Alsace, le pays est doté d'un important potentiel. Il fait donc l'objet d'explorations sérieuses depuis peu.

Dernier exemple en date, le projet « Emili » annoncé le 24 octobre 2022 par le groupe français de minéraux industriels Imerys prévoit l'ouverture d'une mine d'ici 2028, à Beauvoir dans l'Allier¹. Un autre projet est en cours de cartographie en Alsace. La Bretagne détiendrait elle aussi des réserves².

1 imerys.com

2 mineralinfo.fr et brgm.fr

La com' du vélo de demain, qui comme nous l'avons vu fait bien son travail, s'appuie sur plusieurs arguments de vente qui valent le coup d'être détaillés.

Le premier consiste à omettre la pollution supplémentaire en comparaison à la production et à l'usage d'un vélo classique, en le comparant plutôt à la voiture afin de laisser penser que cela permettra de la remplacer⁹.

Il est difficile d'évaluer clairement la supposée plus-value environnementale actuelle de cette nouvelle industrie qui se combine aux autres, crée de nouvelles opportunités de déplacement de loisir (notamment en dehors des villes) et remplace aussi des moyens de déplacement moins polluants et/ou collectifs comme les bons vieux autobus. Des études¹⁰ montrent la faible constance globale des trajets effectués par leurs détenteurs, qui se rabattent alors sur d'autres moyens de transport, en particulier face aux aléas météorologiques, ou la disposition des possesseurs de VAE à les utiliser à la place de déplacements piétons ou collectifs, même pour des distances très courtes¹¹.

En opposant un bilan carbone au nombre de kilomètres par passager, moins important que celui de la voiture, pour justifier la production de ces vélos, on ignore un peu facilement la vacuité des mesures

9 22 grammes équivalent CO₂ émis par kilomètre parcouru contre 258 pour la voiture.

Ian PHILIPS, Jillian ANABLE, et Tim CHATTERTON, « e-bike carbon savings – how much and where? », Centre for Research into Energy Demand Solutions, Oxford, 2020.

10 Elliot FISHMAN et Christopher CHERRY, « E-bikes in the Mainstream : Reviewing a Decade of Research », *Transport Reviews* 36 – 1, 2016, p. 72-91.

11 Benjamin PRADEL, « État de l'art sur le vélo à assistance électrique », Rapport pour le laboratoire PACTE-Université Grenoble Alpes, 2015.

portant sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, qui sont largement critiquables pour leur efficacité réelle¹². L'argument « écologique » des moyens de déplacement électrique est un argument commercial qui peine à trouver des fondements crédibles, sans réelles mesures collectives ou changement de paradigme social, laissant à l'individu la responsabilité (ou l'irresponsabilité) de sa pollution. L'expropriation et la destruction de terres pour l'exploitation des ressources en lithium pour les pays riches en quantités énormes ne nous paraît ni vertueux ni écologique. Pour autant, elle semble acceptée puisqu'elle permet de se donner une bonne conscience vis-à-vis du réchauffement climatique.

Et si le VAE des villes est écolo, celui des champs est performant !

C'est sur cette maxime que se bâtit la vente VAE tout terrain, qui fleurit sur les cols de montagne, et les sentiers les plus reculés. Sous prétexte de fournir une assistance variable et laissant donc l'utilisateur maître de son effort, le VAE permettrait surtout d'en faire « plus ». C'est à dire d'avalier les montées les plus raides, et de jouir des descentes et des paysages en plus grandes quantités. C'est d'ailleurs dans des secteurs de montagne, que les VAE sont les plus vendus en Europe¹³. Il devient par ailleurs un sport à part entière, consacré par la mise en place de compétitions dédiées¹⁴ et de magazines spécialisés, appuyés par les vendeurs de

12 Sur ce sujet, nous recommandons la lecture du très intéressant livre d'Antoine COSTA, *La nature comme marchandise*, Le monde à l'envers, 2018.

13 ffc.fr/app/uploads/sites/3/2020/05/042020-impact-eco-velo-Integral.pdf

14 vttae.fr/dossier-vttae-la-compétition-en-question



cycles, et les fédérations de cyclisme. On apprendra par ailleurs sans surprise que la Fédération Française de Motocyclisme aurait bien aimé croquer dans le gâteau appétissant du VAE, finalement accordé à la FFC par l'État en mars 2022¹⁵. L'absence de bruit des moteurs de VAE ne devrait pourtant duper personne sur la nature (et les effets néfastes) de ces derniers.

Pendant nos vacances de bobos cet été, nous avons constaté avec effroi que plus un coin n'échappe au progrès électrique contaminant machinalement les montagnes. Et relevons au passage que bon nombre de loueurs de vélos « musculaires » ont tout simplement remplacé leurs parcs de vélos par des vélos électriques, sûrement par souci d'écologie, de santé et d'accessibilité.

Pour le plus grand plaisir de tous, il est ou sera bientôt possible de louer un VAE partout – ou pourquoi pas une trottinette électrique – avec ou sans accompagnateur, pour les plus téméraires.

Les politiques publiques, premières promotrices de l'industrie touristique du cycle

« En 2018, le Gouvernement lançait le premier plan national Vélo et mobilités actives, dans le cadre de la loi d'orientation des mobilités (LOM). 4 ans plus tard, fort du succès de cette première édition, un nouveau plan est lancé afin de redoubler d'effort et définitivement inscrire le vélo dans le quotidien de tous les Français¹⁶ ». Ce plan plaide donc pour le développement de « véloroutes et voies vertes », qui

résultent du « besoin d'offrir aux cyclistes des itinéraires les plus sécurisés possibles permettant la pratique utilitaire, touristique et de loisirs¹⁷ ».

La pratique du vélo et son développement pourraient réjouir les plus sportifs et écologistes d'entre nous. Mais ce plan implique surtout la construction de nombreuses infrastructures¹⁸ dont des parkings sécurisés un peu partout pour lutter contre le vol – eh oui ça coûte cher les VAE ne l'oublions pas! Donc du béton à tire laringot pour la transition écologique.

Et l'on s'aperçoit très facilement que pour les collectivités, il ne s'agit pas que d'un plan « mobilités actives » mais aussi et surtout d'un atout majeur pour le tourisme car ces nouvelles voies offrent des parcours magnifiques pour les visiteurs friands de location de VAE. En montagne, elles font partie des plans de développement du territoire, et présentent des intérêts économiques majeurs. On observe alors plus que jamais comment le service public se transforme en service touristique. L'exemple du Vercors est très parlant où le projet des « Sublimes routes du Vercors », porté par les départements de la Drôme et de l'Isère, le Parc régional naturel et six communautés de communes, repose tout simplement sur la construction d'infrastructures (routes, belvédères, parkings...) sur dix-sept sites naturels¹⁹. On peut aussi citer l'exemple d'un projet de réhabilitation d'une ancienne voie de tram en future piste cyclable, située entre Seyssins et Saint-Nizier, toujours dans le Vercors. Ce projet permettrait

15 vttae.fr/ffc-vs-ffm-letat-accorde-la-delegation-des-activites-vae-vttae-a-la-ffc/

16 ecologie.gouv.fr/plan-velo-et-mobilites-actives

17 velo-territoires.org/politiques-cyclables/veloroutes-et-voies-vertes

18 En France, 1 784 km de véloroutes ont ouvert en 2020 et 1 170 km en 2021.

19 faupercors.fr/routes-sublimes

de « développer » la « compétitivité » et « l'attractivité » du territoire d'après les collectivités²⁰.

Des projets équivalents sont en développement dans de nombreux endroits. On trouve ainsi dans le « journal » local de Lasalle (Gard), un consultant de l'industrie du tourisme expliquer lors d'une réunion de la Communauté de communes qu'il faut aménager l'ensemble du territoire d'un maillage de « voies vertes », « parkings sécurisés », « transports collectifs adaptés aux vélos », « routes aux revêtements bien entretenus », le tout pour attirer des touristes, en « VAE, qui complète le musculaire (vélo de papa) ». On ne compte plus les projets de voies vertes sur des anciens chemins de fer dans le secteur, entre la voie verte de Saint-Hippolyte-du-Fort au Vigan ou celle d'Anduze à Tornac déjà en service (mais au service de qui ?).

Les plans « transports en commun », ou de « réhabilitation de voies ferrées et de lignes de bus », eux n'ont pas le vent en poupe et ne sont pas ou peu portés par les collectivités, malgré des exemples de gratuité des réseaux de transports en commun dans quelques villes comme Calais, Gap ou Dunkerque. Les difficultés de déplacement en milieu rural sont pourtant une réalité. Les horaires des lignes de bus sont souvent ridicules et très peu accessibles. Mais beaucoup de collectivités, en terme de mobilité rurale

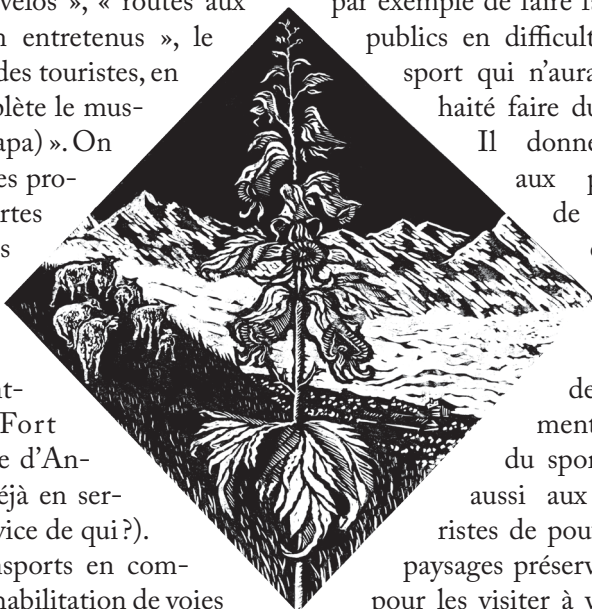
ne s'intéressent qu'aux modes de transport non collectifs (covoiturage, Uber...) et au vélo²¹.

Le VAE : une illustration de l'appauvrissement des rapports sociaux

L'accessibilité constitue une motivation d'achat, et un argument de vente de VAE quasiment imparable. Difficile de s'attaquer à cet argument plein de bonnes intentions. Les VAE permettent par exemple de faire faire du vélo à des publics en difficulté et éloignés du sport qui n'auraient jamais souhaité faire du vélo autrement.

Il donne la possibilité aux personnes âgées de continuer à se déplacer à vélo et aux personnes ayant des problèmes de santé de faire plus facilement du vélo et donc du sport. Ils permettent aussi aux nombreux touristes de pouvoir sillonner des paysages préservés trop vallonnés pour les visiter à vélo ou à pied, et à madame d'enfin suivre monsieur car il va trop vite pour elle. Mais où s'arrête cette accessibilité ? Installer des remontées mécaniques partout ou bétonner les montagnes ne répondent-ils pas exactement à cette même logique ?

Finalement, si l'on peut monter sur un VAE, on peut, mécaniquement, monter aussi sur un vélo « musculaire ». Il faut juste admettre que de nouveaux besoins



20 « Vélos moteur loisirs sans saveur », *Le Postillon*, été 2022.

21 agirpourlatransition.ademe.fr/collectivites/fiches/mobilite-rurale-comprendre

créés de toutes pièces nous poussent à vouloir aller toujours plus loin, plus vite. Par ailleurs, il nous semble que nous ne savons ni concevoir ni même imaginer une accessibilité qui puisse se faire autrement qu'individuellement, ou une assistance autre que mécanique.

Se délivrer des tâches pénibles en utilisant un vélo électrique dans une pente sous la pluie nous fait alors fantasmer une soi-disant délivrance (matérielle?) qui ferait de nous des êtres libres. N'est-ce pas faire fausse route en confondant « liberté collective » et « liberté individuelle » (et libérale)? Finalement, le vélo électrique fait partie de toutes ces nouvelles technologies qui renforcent l'individualisme de notre société éloignant encore et encore toute possibilité d'imaginer des rapports sociaux plus collectifs et moins inégalitaires. Les difficultés de mobilité et celles liées au rapport individuel au corps et à l'effort pourraient être prises en charge autrement et collectivement à travers l'entraide, l'accompagnement entre personnes, la solidarité.

Aussi, notre rapport à l'effort semble paradoxal : on accepte en effet de faire du vélo à condition d'aller plus loin et plus vite, mais sans forcer ni transpirer. Plusieurs études montrent par le petit bout de la lorgnette les bienfaits du VAE dans nos sociétés sédentarisées. Il permettrait de remettre en forme une population qui souffre d'immobilisme. Or, en observant les distances faites à pied par les enfants pour se rendre à l'école, on voit par exemple que nous marchons de moins en moins²². L'idée de se déplacer à pied ne fait plus partie de nos habitudes. Il est

sûr que dans cet environnement, le VAE trouve toute sa place, comme palliatif au manque d'activité physique et de temps.

Quant à l'accès au VAE en tant que nouveau sport ou loisir, là aussi difficile de se réjouir. Les sports et les loisirs constituent une échappatoire inhérent à notre société du travail. Pour autant, des loisirs non marchands, organisés autour de valeurs de partage et de transmission existent à travers des dynamiques d'éducation populaire et sportive (tel que la FSGT, Fédération sportive et gymnique du travail²³). Ces dynamiques nous semblent de plus en plus phagocytées par la marchandisation des loisirs. Il est intéressant d'observer la différence entre les clubs animés par des bénévoles qui transmettent leur passion, avec les clubs de sport davantage professionnalisés, avec de plus en plus d'entrepreneurs dynamiques surfant sur la vague et vendant des prestations telles que les stages de VAE.

Le cas du VAE nous montre que derrière les logiques de transition écologique, sont amalgamées des perspectives contradictoires : permettre de se déplacer de manière « écologique » tout en prolongeant les industries touristiques, marchandes et de loisirs. La consommation de ces moyens de transport renforce surtout la liberté individuelle de quelques uns au détriment de solutions collectives, sous couvert d'écologie, de santé, d'accessibilité et de plaisir.

Le VAE et les autres modes de déplacement émergents ne sont par essence que la continuité de la motorisation du déplacement et s'additionnent aux moyens de

22 Thibaut SCHEPMAN, « Comment on a interdit aux enfants de marcher », *L'Obs*, 21 novembre 2016.

23 René MOUSTARD, « Sport populaire, éducation populaire : un combat commun », *Vie sociale* n°4, 2009, p. 79-89.

STAGE VTT ELECTRIQUE!

100% PLAISIR

ON A JAMAIS AUTANT ROULÉ QU'EN E-BIKE!

3 JOURS : 645€!

TU VAS TE FAIRE PLAISIR A UN POINT QUE TU N'IMAGINES MEME PAS

Illustration inspirée d'une vraie publicité

transport motorisés existants, de la même manière que les différentes sources d'énergie se combinent sans se remplacer.

À quand les e-shoes, qui nous permettront de rejoindre plus vite notre e-bike ou d'atteindre les sommets les plus escarpés en quelques sauts propulsés à la pile nucléaire? Nous ne proposons pas de solution, mais commencer par arrêter de croire en de fausses alternatives qui alimentent au passage de gros portefeuilles, nous semble un bon début.

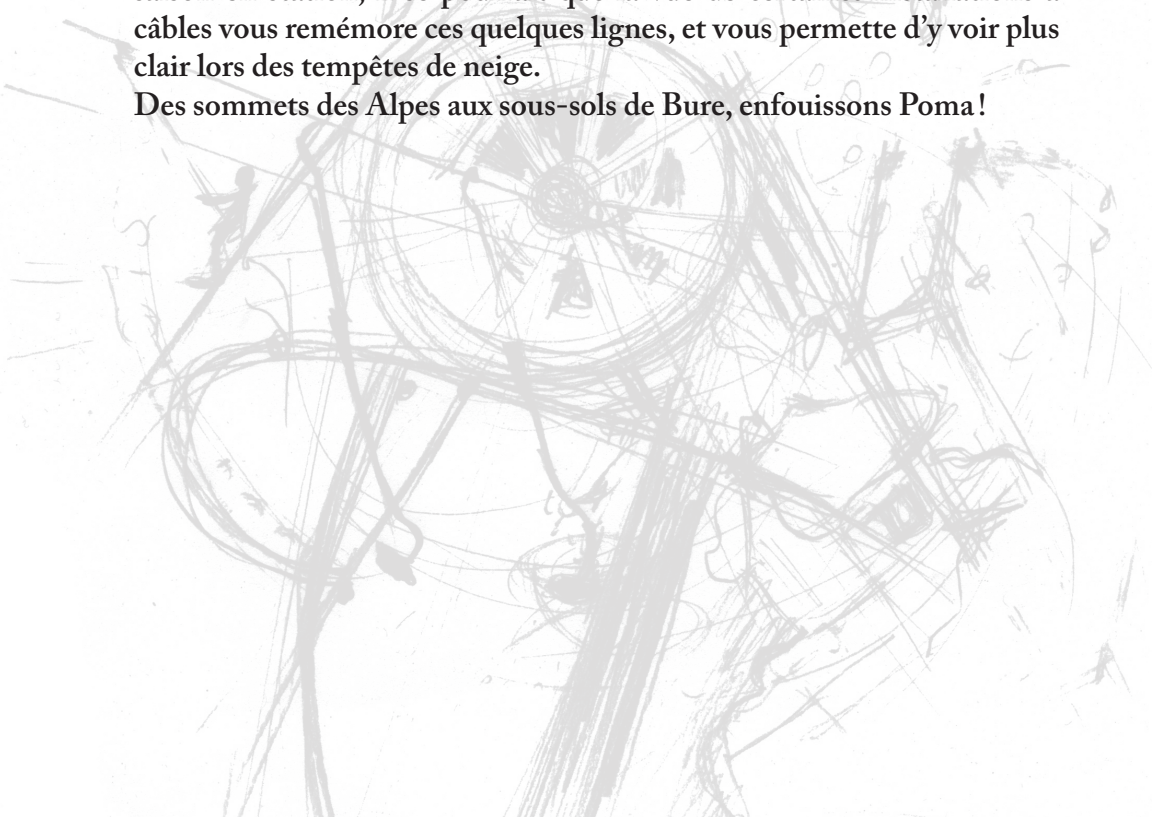
Tchéthilia et Broisito
Gravures de Queenmob et illustrations de Célia

LE TIRE-FESSES, L'ÉOLIENNE ET LE FÛT RADIOACTIF

POMA : DIVERTIR, EXPLOITER, ENFOUIR

Il ne s'agit pas d'une fable de La Fontaine, bien que certains passages du texte qui suit pourraient nous y faire penser. À l'heure où la filière nucléaire reprend tristement du poil de la bête, les auteurs de l'article s'intéressent à l'histoire, aux perspectives actuelles et à venir, d'une entreprise qui réussit impeccablement un numéro de transformisme en passant de l'industrie du tourisme de montagne à l'un des maillons fondamentaux de celle du nucléaire. Nous voyons au travers de ce texte une énième démonstration de l'emprise de l'économie capitaliste sur les zones de montagnes, pourtant si souvent perçues comme des espaces préservés. Lors de vos prochaines vacances au ski, ou de votre prochaine saison en station, il se pourrait que la vue de certaines installations à câbles vous remémore ces quelques lignes, et vous permette d'y voir plus clair lors des tempêtes de neige.

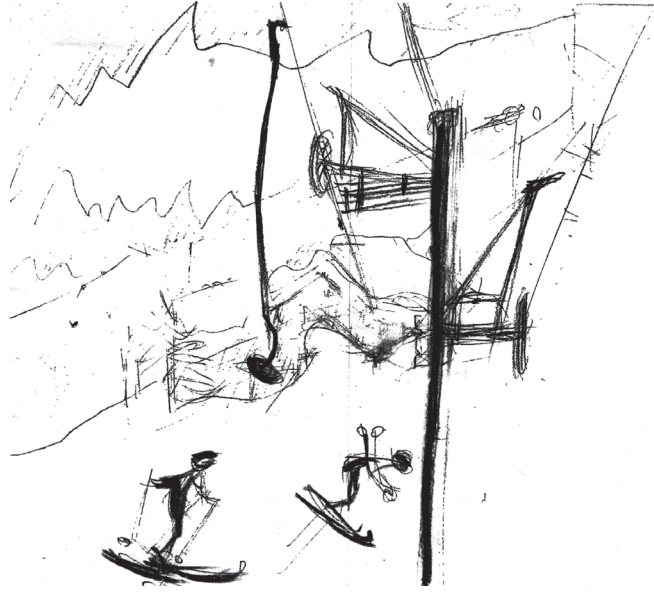
Des sommets des Alpes aux sous-sols de Bure, enfouissons Poma !



Poma est une entreprise multinationale spécialisée dans le transport par câble. Elle est implantée près de Grenoble depuis 1947. Dans les montagnes, on la connaît surtout pour les remontées mécaniques des stations de ski. On doit effectivement à ses salarié·e·s la construction d'une très grande partie des téléskis, télésièges et télécabines en France et dans le monde. La firme n'est pas seulement spécialisée dans le tourisme de montagne, elle a aussi développé des équipements dans les mobilités urbaines, l'industrie, les transports de matériaux : téléphériques, funiculaires, ascenseur incliné, etc. Des installations qui permettent d'aller plus loin, plus haut, plus profond, de survoler rivières, montagnes et précipices, de tirer profit des écosystèmes.

D'ici une quinzaine d'années, les stations de basse et moyenne altitude ne vont plus pouvoir exploiter le tourisme du ski, faute de neige. L'entreprise continuera sans doute d'équiper les stations de haute altitude, mais cherche dès maintenant à diversifier ses sources de revenus en investissant dans de nouveaux champs d'activité, dont les mobilités « douces » et l'éolien. Depuis 2017, le nouveau site de Gilly-sur-Isère accueille en effet des locaux dédiés à la fabrication d'éoliennes terrestres multi-mégawatts, une technologie que l'entreprise est la première à mettre en place. L'objectif affiché est de « devenir le fabricant français multi-mégawatts de référence¹ ».

En 2014, des ingénier·e·s de l'entreprise sont mandaté·e·s par l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs pour concevoir le funiculaire qui servirait à



acheminer les colis de déchets radioactifs dans un « trou » spécialement dédié. L'enfouissement aurait lieu 500 mètres sous terre, sur le site du projet Cigéo², à Bure. Pour mieux comprendre comment Poma est passé de la conception de tire-fesses à l'enfouissement de déchets nucléaires, revenons sur son histoire.

Améliorations technologiques et esprit d'entreprise : la recette du succès de Poma

Le site internet de Poma affirme qu'en 1936, l'ingénieur Jean Pomagalski aurait inventé le premier télésiège débrayable sur la piste de l'Éclose à l'Alpe d'Huez. En réalité, dès 1908, un autre ingénieur du nom de Winterhalder avait mis au point un système de pylônes, câbles et perches similaire au télésiège. Au fil des années, des améliorations vinrent compléter cette technologie, et c'est dans ce contexte de multiplication des remonte-pentes que Jean Pomagalski et ses amis les frères Marcel et Édouard Buttard inventèrent le leur, fait de « deux poteaux télégraphiques

1 journal-eolien.org/les-actus/poma-se-lance-dans-leolien

2 Centre industriel de stockage géologique

réformés, de jantes de voitures récupérées dans une casse, d'un pont arrière de camion et d'un moteur³ ». Ce nouveau télési, plus rapide et plus confortable que les précédents – la perche est plus stable et plus facile à attraper – permet le développement progressif du tourisme du ski. Jean Pomagalski s'associe à la sœur des frères Buttard et à son époux pour commercialiser l'invention. Il fonde Pomagalski⁴ en 1947 à Fontaine et continue d'équiper les stations en télésis, puis en télésièges et télécabines. L'entreprise grossit et déploie à partir des années 1970 son éventail d'appareils touristiques en se développant à l'international avec les transports par câble servant à la mobilité urbaine, mais aussi en proposant des solutions aux multinationales de l'extraction minière. Elle continue également son implantation sur le territoire français avec des infrastructures urbaines telles que les « œufs » du téléphérique de la Bastille de Grenoble en 1976 ou encore le funiculaire de Montmartre à Paris en 1991.

Aujourd'hui, Poma n'a plus rien à voir avec la petite entreprise de remontées mécaniques créée après la seconde guerre mondiale. Ses différentes infrastructures permettent la construction de barrages et de viaducs, ou encore l'extraction de matières premières là où cela relève du défi. L'objectif est de dépasser les limites technologiques en leader, et c'est bien sur cet esprit de *pionnier* que l'entreprise construit sa communication.

3 L'histoire des remontées mécaniques est disponible sur remontees-mecaniques.net

4 Pomagalski ne deviendra officiellement Poma que le 17 juillet 2014.

La légende Poma : un pionnier qui s'adapte à la croissance verte

Cette communication joue sur deux images : celle de l'ingénieur pionnier à l'affût de défis à relever et celle de l'entreprise familiale qui met en valeur la débrouillardise de son fondateur passionné de glisse, bricolant un télési avec des matériaux de récupération. Cette fameuse débrouillardise, qui renvoie à un certain génie précaire, fait écho à la légende qui entoure la création d'Apple, ou aux débuts de Facebook : Steve Jobs et Steve Wozniak auraient assemblé leurs premiers ordinateurs dans un garage faute de moyens pour travailler dans des locaux adaptés, et Mark Zuckerberg, « loser » au cœur brisé, aurait créé son réseau social pour rehausser sa cote de popularité et se venger d'une déception amoureuse. Or, lorsque Jean Pomagalski a construit son télési de récup', il était déjà un ingénieur inséré dans une carrière professionnelle propice au développement d'une telle entreprise. La question n'est pas de savoir s'il est un véritable *self-made man*, mais plutôt de constater que Poma se sert de cet imaginaire libéral pour étendre ses activités, et notamment son rayonnement international.

De plus, l'image de l'entreprise s'adapte à l'évolution des attentes sociétales en terme d'impact écologique. Aujourd'hui, Poma se targue de participer à la protection de l'environnement : investissements dans l'éolien, « fondation Poma » créée en 2019 pour « encourager et développer la mobilité [...] dans les domaines du sport, du handicap, de la solidarité et de l'environnement⁵ », lancement du programme « Éco-chantier » en 2014 pour

5 poma.net/le-groupe-poma/groupe-responsable-politique-rse/

« limiter l'impact environnemental des opérations⁶ ».

« La mobilité se fera dans le ciel » : le transport par câble comme transport public de demain ?

Avant 2015, il n'était pas possible d'envisager en France que des téléphériques servent de transport public, car une loi de 1941 interdisait à tout objet aérien de voler à moins de 50 mètres des propriétés privées. Elle a été abrogée par une ordonnance de 2015, qui faisait suite à la loi de programmation du 3 août 2009 relative à la mise en place du Grenelle de l'environnement : « Dans les zones urbaines et périurbaines, la politique durable des transports vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les pollutions et les nuisances. À cet effet, [...] l'État encouragera le transport par câble⁷. » Jean Souchal, ancien président de Poma, affirmait déjà en 2014 : « Une chose est sûre, l'avenir des villes se bâtira en troisième dimension. Le sol est saturé, on ne peut plus construire en sous-sol, la mobilité se fera dans le ciel. » Il ajoute : « Il y a une certaine poésie dans le fait de survoler la ville, de pouvoir voyager en ayant un œil sur ce qui se passe autour de soi⁸ » et parle d'effet « cocooning » provoqué par le fait d'être dans une bulle, comme une pause offerte pour surplomber la réalité terre-à-terre... un cynisme qui n'envisage pas la saturation du ciel !

À l'international, Poma a équipé le téléphérique de la Grande Muraille de

Chine, celui du Pain de Sucre à Rio de Janeiro, ou encore le Metrocable de Medellin en Colombie, qui relie la ville aux quartiers isolés par le dénivelé périurbain. En France, les projets de transport par câble se multiplient ces dernières années. Il y a ceux déjà en place, comme le téléphérique de Brest qui relie l'éco-quartier des Capucins au centre-ville. Il a connu depuis 2016 de nombreux dysfonctionnements dont plusieurs accidents qui ont failli coûter la vie à des techniciens⁹. À Toulouse, le Teleo, inauguré en 2022, relie l'Oncopole, centre européen de recherches en cancérologie, à l'Université Paul Sabatier de sciences et technologies. Il a déjà connu lui aussi plusieurs pannes, pour raison climatique – il faisait trop chaud – ou pour bug informatique. Parfois, les projets échouent, comme à Lyon où l'opposition aux nuisances sonores et visuelles a eu raison du projet¹⁰, et à Orléans, où le coût a été jugé trop élevé dans le contexte de la crise de la covid-19. Citons enfin le téléphérique de Grenoble qui relierait Fontaine à Saint-Martin-le-Vinoux via la presqu'île scientifique, censé entrer en service en 2024. Il permettrait aux ingénieurs de mieux desservir, entre autres, le Commissariat à l'énergie atomique, s'inscrivant ainsi dans l'historique d'attractivité grenobloise en faveur de cette profession. Le transport par câble, décrit par ses promoteurs comme une alternative à la consommation d'énergies fossiles, repose cependant sur la consommation d'électricité, fournie

6 poma.net/le-groupe-poma/histoire-de-poma/

7 *Journal officiel de la République Française* n°0179 du 5 août 2009.

8 « Transport par câble : la ville de demain se bâtira en troisième dimension », *Observatoire du design urbain*, 11 mars 2014.

9 Précisons toutefois que ce téléphérique n'a pas été construit par Poma mais par son concurrent suisse BMF.

10 Notons cependant que cette contestation semble avoir été portée essentiellement par des populations aisées de l'ouest lyonnais soucieuses de ne pas enlaidir leur cadre de vie.

actuellement en France à environ 70 % par l'énergie nucléaire¹¹.

Poma, archétype de la croissance grenobloise

L'histoire de l'entreprise Poma est intimement liée à celle de la « ville des ingénieurs » comme l'appellent certains habitants et habitantes de Grenoble. Cinquième ville la plus innovante au monde selon le magazine économique américain Forbes, elle accueille depuis sa fondation en 1956 le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, classé en 2016 par l'agence Reuters organisme public le plus innovant au monde, rien que ça ! Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la ville poursuit sa vocation technoscientifique : une frange d'ingénieurs de gauche, emprunts de l'idéologie du progrès et des avancées scientifiques et technologiques, accèdent au pouvoir et portent l'espoir d'un socialisme progressiste. Hubert Dubedout, maire de 1965 à 1983, ingénieur et ancien militaire, contribuera au développement touristique et social de la ville, par exemple au travers des aménagements urbains entrepris pour les Jeux olympiques de 1968. Les maires de Grenoble ayant fait carrière dans l'ingénierie se succèdent : Hubert Dubedout, Michel Destot (1995-2014), et l'actuel maire Éric Piolle¹² (depuis 2014), témoignant d'une relation étroite, localement, entre progrès technico-industriel et pouvoir politique.

11 connaissancedesenergies.org/bilan-electrique-de-la-france-que-retenir-de-2019-220218

12 Sur le premier mandat d'Eric Piolle, lire *Le vide à moitié vert : la gauche rouge-verte au pouvoir* paru aux éditions du Monde à l'envers en 2021.

Complice du nucléaire

En 2014, Poma remporte l'appel d'offres lancé par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs pour creuser la descenderie et construire le funiculaire qui servira à acheminer ces déchets 500 mètres sous terre [voir encadré]. Cela représente la partie la plus importante du projet Cigéo. Ce contrat s'étale sur quinze ans et représente 68 millions d'euros. Depuis 2019, les salarié·e·s de Poma testent le système de freins du prototype dans les anciens locaux des fonderies de Froncles, en Haute-Marne. Un échec remettrait en question le projet Cigéo. Mais pour l'instant, les tests ont l'air de fonctionner : les médias locaux indiquent en tout cas que les dispositifs de freinage sont performants.

Pourtant, l'histoire prouve que les infrastructures de Poma ne sont pas infaillibles. À plusieurs reprises, il y eut des accidents, comme celui du téléphérique de Vaujany en 1989 qui coûta la vie à 8 techniciens, ou les récents dysfonctionnements de Teleo à Toulouse. Ces événements permettent de douter de la fiabilité du funiculaire de Cigéo. Et, quand bien même le résultat serait « sûr », cette innovation rendrait possible un modèle de gestion des déchets nucléaires qui pourrait s'exporter dans le monde entier, et ainsi légitimer l'entièreté de la filière et la politique de renouvellement du parc nucléaire français et mondial. D'autres Cigéo pourraient voir le jour et avec eux des mouvements de résistance contre l'accaparement des terres et les risques liés à l'énergie atomique.

Le défi que tente de relever Poma à Bure s'inscrit dans la logique du plan « France Relance » lancé par Emmanuel Macron début 2022, qui comprend la relance active du nucléaire, avec la construction

La lutte contre l'Andra et le projet Cigéo

L'Andra est l'établissement public français chargé d'enfouir les déchets nucléaires. Après plusieurs échecs dans différentes régions, dus aux résistances locales, elle tente sa chance près de Bure, à cheval sur les départements de la Meuse et de la Haute-Marne, dès 1994. Des collectifs de lutte se créent et organisent des manifestations et festivals contre la « poubelle nucléaire ». En 1999, l'agence commence à construire son laboratoire, Bure devient ainsi l'unique pôle de recherches pour l'enfouissement. L'Andra s'implante dans le territoire en déversant plus de vingt millions d'euros par an pour chacun des deux départements concernés : elle rachète des terres aux agriculteurs ou des commerces, et installe même des lampadaires chatoyants dans des petits villages de campagne ! En 2005, les opposant·e·s achètent une maison à Bure, qui devient la « Maison de résistance à la poubelle nucléaire », lieu d'organisation et d'information sur la lutte. Entre juin 2016 et juillet 2019, le bois Lejuc est occupé et expulsé à plusieurs reprises pour empêcher l'Andra d'y effectuer des travaux.

Aujourd'hui, le projet Cigéo, plus gros projet européen en cours, a obtenu la Déclaration d'utilité publique, condition administrative préalable et nécessaire aux côtés de la Demande d'autorisation de création, pas encore validée en janvier 2023. Si la DAC est validée, le projet pourra se faire en toute légalité. Les collectifs continuent de lutter et de développer des activités de dynamisation du territoire, indépendants des financements de l'Andra. À l'automne 2022 se crée un front parlementaire contre Cigéo, réunissant plus de 110 député·e·s français et européens. Le tissu militant se développe : manifestations, camps d'été, festivals, maraîchage, bars associatifs, etc.

Pour suivre l'actualité autour de Bure, et les prochains événements : bureburebure.info

de six EPR¹³ d'ici 2050. Le premier, celui de Flamanville, n'est pourtant toujours pas en marche après douze ans de construction et près de treize milliards d'euros dépensés – contre les trois initialement prévus. Malgré tout, Emmanuel Macron indique : « Le monde de demain sera plus électrique : [...] nous devons être en mesure de produire jusqu'à 60 % d'électricité en plus qu'aujourd'hui. Et la clé, pour faire cela de la manière la plus sûre, c'est

de développer les énergies renouvelables, et le nucléaire¹⁴. » Les activités de Poma vont ainsi dans le sens de cette double exigence étatique.

L'avenir dans le refus, pas dans le fût¹⁵

Depuis 2019, une campagne d'actions décentralisées contre Poma et son implication dans le projet d'enfouissement des déchets radioactifs est lancée : le site internet enfouissons-poma.info relaie les

13 Les EPR ou Réacteurs Pressurisés Européens sont des réacteurs nucléaires de forte puissance conçus dans les années 1990. Aujourd'hui seulement trois EPR sont opérationnels (deux en Chine, et un en Finlande), plusieurs autres projets sont en cours en Inde et en Europe.

14 Discours de présentation du plan de transition énergétique français, prononcé le 10 février 2021 à Belfort.

15 Slogan utilisé lors de précédentes manifestations contre l'Andra.

actions d'information et de sabotage. Le but est de pousser l'entreprise à se désengager du projet Cigéo. Des actions ont été menées à Toulouse pour faire le lien entre Teleo, « outil high-tech d'une urbanisation et d'une gentrification greenwashée¹⁶ », et la complicité de Poma avec l'Andra. Des sabotages et inscriptions ont été revendiqués sur le site de l'entreprise à Gilly-sur-Isère, ou encore dans les Vosges, à la station de ski de La Bresse Hohneck. Suite à une action de déboulonnage d'un téléphérique dans les Alpes, le parquet de Grenoble a ouvert une enquête à l'hiver 2022. Deux personnes sont mises en examen pour dégradation d'une installation, soupçonnées d'avoir prélevé un écrou d'un pylône de télécabine à Arêches-Beaufort, en Savoie. En attendant l'issue de l'enquête, les deux personnes mises en examen ne peuvent ni se rencontrer, ni se rendre à Bure ou sur les sites de l'entreprise Poma.

Jusqu'au dernier flocon de plus-value

Tout avait commencé par un tire-fesse et l'exploitation de l'« or blanc ». Aujourd'hui, les grandes stations alpines continuent dans ce sens : tandis que certaines se tournent vers « l'après-neige » et le tourisme dit de « quatre saisons », les domaines les plus nobles continuent à investir dans la rénovation de leurs infrastructures de remontées mécaniques et en canons à neige.

Les machines Poma, dans les différentes activités de l'entreprise, permettent l'augmentation des rendements – la technologie rend possible un déplacement plus rapide et dans des

endroits inimaginables sans elle –, une nouvelle mobilité urbaine, mais aussi une extraction simplifiée des ressources minières vers les usines de transformation, pour le plus grand plaisir des comptes en banque des patrons.

Elles permettent par ailleurs à l'entreprise de tirer profit des enjeux majeurs liés au dérèglement climatique puisqu'elles sont présentées comme décarbonées, c'est-à-dire utilisant l'électricité issue soit du nucléaire, soit des énergies renouvelables. Pour son développement, Poma fait donc sien le discours du gouvernement et de sa *Loi sur la transition énergétique et pour la croissance verte*. Elle fait même mieux : en répondant à l'appel d'offres concernant le projet de l'Andra à Bure, elle assure, si elle parvient à valider les phases de tests, l'avenir du projet nucléaire en France et à l'étranger, dont dépendent en partie les arguments pour la croissance verte. Un beau cadeau qu'elle s'offrirait alors à elle-même pour poursuivre ses rêves de grandeur, qui nécessitent néanmoins une abondance en énergie... Mais tout cela, c'était sans compter sur celles et ceux qui ne partagent pas cette perspective de croissance infinie, et qui pourraient bien continuer à mettre des bâtons (de ski) dans les roues de ces projets moribonds.

Emil et Emma Goldy

Illustrations d'Amalia Domergue p. 46 et 47 et de Mehrake p. 49

¹⁶ enfouissons-poma.info/IMG/pdf/poma_et_1_industrie_nucleaire_page_par_page_.pdf



Téleski à Abriès, Queyras, photo de Louis Méjean

LA RÉVOLTE DES « CROATES »

MUTINERIE DANS LA SS EN 1943

Mais que s'est-il passé dans la terrible nuit du 17 septembre 1943 à Villefranche-de-Rouergue? Après un détour sur le Larzac et un pan de son histoire controversée dans le n°3 de *Nunatak*, Goupil revient sur un événement ayant marqué le bourg de Villefranche-de-Rouergue lors de la seconde guerre mondiale. Une nouvelle occasion pour lui de nous questionner sur la manière dont petite et grande histoire nous sont contées. Et à *Nunatak*, on adore ça!



Villefranche-de-Rouergue, 17 Septembre 1943, il est minuit. Une douzaine d'hommes armés se dirige vers l'hôtel Moderne en longeant l'Aveyron. Ils portent l'uniforme de la 13^e division SS. Leur objectif : faire irruption dans les chambres où leurs officiers se reposent et les faire prisonniers. Tandis qu'ils mettent leur plan à exécution, un autre groupe de mutins réalise la même opération sur les sous-officiers logeant au collège, à quelques pas sur le boulevard. Cinq officiers sont fusillés après avoir été jugés par un tribunal de douze mutins, tandis que les sous-officiers sont fait prisonniers. Ce sont les « Croates » qui viennent de réaliser ce tour de force. Ils viennent de faire tomber l'ensemble de l'appareil d'encadrement de la troupe occupant la ville.

Il fait encore nuit quand les bruits de bottes et des claquements de ferraille s'élèvent dans les ruelles assoupies. Les « Croates » s'affairent. Cinq cents hommes en rangs reçoivent des munitions. Malgré la réussite de l'opération, l'hésitation se fait ressentir. Faut-il rester et poursuivre la libération de Villefranche ? Ou bien partir et tenter d'échapper à la répression du Reich ? Deux cents d'entre eux choisissent de quitter la ville, avec armes et bagages. Ceux qui restent s'organisent pour contrôler les postes clés. La gendarmerie, la gare, les ponts et le bureau de poste sont investis.

Tandis que l'aube pointe le bout de son nez, un des officiers, qui a réussi à s'échapper du guet-apens des « Croates » saisit cette opportunité pour appeler les troupes allemandes stationnées à Rodez, demandant du renfort pour stopper la mutinerie. Le temps que la Gestapo, l'armée allemande et la milice française se rendent

à Villefranche, les mutins organisent la défense de la ville nouvellement libérée. Dès l'arrivée des troupes de Rodez, des fusillades éclatent dans les rues, du collège à l'hôtel de ville on entend pêle-mêle bruits de balles et vociférations aux sonorités multiples. Jenelek, un des meneurs de l'insurrection, profite de ce chaos matinal pour se glisser à l'intérieur des archives de la division. Détruire les documents ayant un lien avec les mutins, voilà la mission qu'il s'est donné. En les réduisant en cendres, il prive les allemands des moyens de réprimer les familles.

Toute la matinée, de lourds chargements rejoignent la ville, d'abord de la Gestapo de Rodez puis plus tard, des troupes allemandes de Mende. La ville est cernée de tous côtés par des forces de plus en plus nombreuses, rendant les déplacements des mutins très difficiles. Les troupes quadrillent les rues et perquisitionnent les maisons mais les révoltés tiennent leurs positions et maintiennent à distances les troupes allemandes et leurs alliés. Mais les munitions s'amenuisent, et face à l'arsenal déployé en réponse, les mutins faiblissent. Peu à peu, ils sont repoussés dans les rues, dans les cages d'escalier, sur les quais de l'Aveyron, à découvert. Certains tentent une percée par le sud de la ville pour s'enfuir. Depuis la fenêtre de sa cellule, un prisonnier voit un soldat allemand dégoupiller et jeter une grenade dans une canalisation où un mutin avait trouvé refuge.

Les corps s'entassent sur les ronds-points et dans les rues. À la vue de tous, la répression s'abat. Une chasse à l'homme commence et les mutins encore en vie tentent de se cacher et de s'enfuir. Lorsque les soldats mettent la main sur des « Croates » armés ou suspectés d'être complices de

la révolte, ils les emmènent au collège où ils les torturent avant de les abattre froidement près du cimetière. Les corps sont jetés dans une fosse, s'entassant par dizaines dans ce trou creusé à la hâte.

Alors que le silence retombe sur Villefranche-de-Rouergue, seuls quelques-uns de ces « Croates » sont encore à l'abri dans une cachette, parfois grâce à la solidarité de la population locale.

L'ambiance à Villefranche-de-Rouergue et ses environs

Villefranche-de-Rouergue est une bastide médiévale adossée aux contreforts sud du Massif central sur les rives de l'Aveyron au confluent de l'Alzou. Cette petite ville environnée de monts et causses boisés abrite une population de 8000 personnes auxquelles s'ajoutent en 1939 plus de 2000 réfugiés majoritairement belges et espagnols. Elle est proche de Decazeville, et de sa population ouvrière composée d'une grande part d'étrangers (espagnols, polonais et yougoslaves notamment), qui est la « rouge » d'un département largement conservateur. Le département de l'Aveyron, qui a perdu 500 de ses habitants à la guerre, tandis que plus de 7500 autres restent prisonniers en Allemagne, accueille en 1940 près de 70000 réfugiés de toute nationalité. Ce département rural plutôt pauvre est composé de petites propriétés vivant essentiellement d'une agriculture rustique, qui « forment une mosaïque de petites unités naturelles, à l'image de la mentalité fortement individualiste et indépendante des habitants ». « Les conditions de vie à la veille de la guerre paraissent rudes au regard des autres régions françaises, cette organisation rurale en fera au contraire, sous l'occupation, une terre propice et

moins touchée que bien d'autres par la pénurie¹. »

Dès novembre 1942 les troupes allemandes arrivent dans la région. Le régime de Vichy y est plutôt apprécié, les visites officielles chaleureusement accueillies. Du moins le régime est-il peu critiqué jusqu'aux revers que subit le III^e Reich : débarquements à Alger puis en Sicile, victoire russe à Stalingrad. Ces retournements de situation contribuent à un lent renversement de l'opinion publique et le refus de la collaboration apparaît plus largement. Le fossé se creuse entre collabos militants et anti-collabos. D'ailleurs, dans les temps qui précèdent la mutinerie les rapports entre les officiers allemands encadrant les « Croates » et la population de Villefranche sont mauvais. Plusieurs accrochages ont lieu en ville : officiers allemands ivres agressant des habitants, racket des commerces et notamment débits de boisson, etc. Quelques jours avant la révolte c'est même la gendarmerie qui va être perquisitionnée par l'armée allemande, apparemment sur dénonciation, à la recherche d'une possible cache d'armes. Dans la foulée de la mutinerie, les gendarmes de Villefranche seront d'ailleurs mis « sous surveillance armée », suspectés d'avoir soutenu la révolte. Ils avaient effectivement refusé d'intervenir sous prétexte que ce n'était qu'une « affaire entre Allemands », il seront interrogés et leurs domiciles perquisitionnés deux jours durant, tout comme le maire le soir qui suit l'insurrection.

Ainsi à la veille de la révolte des « Croates », l'ambiance à Villefranche est plus à la bienveillance vis-à-vis de ces

1 Mirko D. GREMEK et Louise L. LAMBRICHS, *Les révoltés de Villefranche*, Seuil, 1998. Les citations non-précisées viennent de cet ouvrage.

jeunes Yougoslaves sous le joug allemand qu'à la collaboration avec l'occupant.

Pour ce qui est de la Résistance, elle commence alors à peine à se développer en Aveyron, bien que l'Armée secrète², les FTP et FTP-MOI³ soient présents sur le département. La composition des mouvements de résistance en France est très hétéroclite. On y trouve des sections majoritairement issues de l'armée française, aussi bien que des groupes quasi uniquement composés d'ouvriers immigrés ou même des groupes d'anarcho-syndicalistes ou de communistes espagnols ayant fuit la défaite de la guerre d'Espagne. En Aveyron la composition de la Résistance est assez représentative du reste de la France, la moitié des effectifs y sont étrangers (majoritairement espagnols, mais aussi polonais, italiens, belges, yougoslaves, etc.), ce qui nous permet de penser que des résistants des environs de Villefranche parlent potentiellement serbo-croate et ont pu rentrer en contact avec nos mutins.

Origine de la division SS « croate »

La SS (*Schutzstaffel*) est la restructuration des SA (Sections d'assaut, milices du Parti nazi avant son élection), c'est une organisation politico-militaire ne répondant qu'aux ordres d'Hitler et du Parti nazi et non à ceux de l'état-major allemand. Primordiale dans l'organisation et les projets du III^e Reich, elle sera notamment au premier plan de la gestion des camps de la mort.

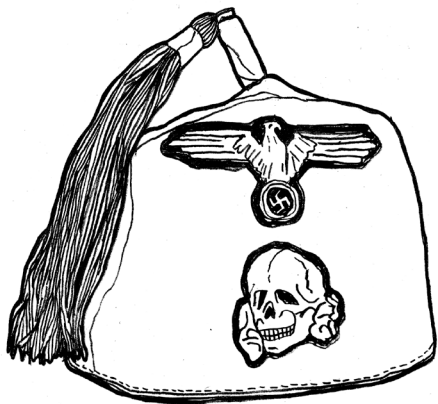
2 Regroupement des groupes de résistants gaulistes de la zone sud ou « zone libre ».

3 Les Francs tireurs et partisans (FTP) sont le regroupement des mouvements de résistance affiliés au Parti communiste français, dont les « groupes spéciaux » de la Main d'œuvre immigrée (MOI) font partie.

La division SS qui nous intéresse ici est désignée comme « croate ». La Croatie de l'époque, appelée État indépendant de Croatie, est créée suite au démembrement du royaume de Yougoslavie par les armées de l'Axe. Cet État englobe la majorité de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine actuelles et est dirigé par le mouvement indépendantiste catholique et fasciste des Oustachis mis au pouvoir par les occupants allemands et italiens. Ces Oustachis se lanceront dans un nettoyage ethnique, massacrant juifs, Tziganes et Serbes, ils feront face à de nombreuses insurrections nationalistes serbes mais aussi communistes tout au long du conflit mondial.

Cette division répond à la volonté de créer des unités musulmanes dans la SS. L'idée de troupes musulmanes alliées du III^e Reich naît tout d'abord dans les Balkans en 1942 où des notables et leaders religieux caressent l'idée d'un État musulman en Bosnie-Herzégovine. El Hussein, grand mufti de Jérusalem, rencontre ainsi les dirigeants italiens, mais face à la méfiance de ces derniers, il se tourne rapidement vers Berlin. « Grand et mince, les yeux bleus et la barbe rousse », il se fait passer pour un descendant nordique « goth » auprès des nazis et séduit Himmler par





son antisémitisme fanatique⁴. Himmler fait remonter un avis positif jusqu'à Hitler qui finit par autoriser la création d'unités musulmanes à partir de février 1943. C'est bien l'impératif de guerre qui pousse à une telle décision car rappelons que dans l'idéologie nazie et sa hiérarchisation raciale les musulmans occupent la même place que les juifs, et nombre de musulmans périrent aussi dans les camps de la mort. L'objectif pour Hitler est double : assurer une base solide dans les Balkans pour l'après-guerre, et stopper l'hémorragie qui conduit la population musulmane à rejoindre les rangs des Alliés et des maquis.

Le recrutement sur la base du volontariat n'entraîne qu'environ 9 000 engagés (en majorité bosniaques et sandjakais⁵) dont 2 000 Albanais, volontaires pronazis ou anti-communistes. Alors, pour atteindre l'objectif de 46 000 soldats dans cette division, les Allemands engagent de force des hommes de dix-sept à trente-cinq ans dans toute la Croatie, réquisitionnent des réservistes non mobilisés de l'armée croate, et même des prisonniers. La 13^e division SS est finalement composée majoritairement de jeunes originaires

des régions de Zagreb, Sarajevo et Bihaç, respectivement croates catholiques, albanais et bosniaques musulmans, et serbes orthodoxes. Nous comprendrons donc que malgré le caractère consacré de l'appellation « croate » de cette division SS, elle est un raccourci masquant les diverses origines des hommes qui la composent.

Dès le recrutement achevé, des colonnes de plusieurs milliers d'hommes sont entraînés en Allemagne sous bonne garde et dirigés par des SS convaincus, dont d'anciens gérants et surveillants du camp de Dachau. Les soldats du rang composant cette division sont maltraités par leurs supérieurs, majoritairement assignés à des tâches ingrates et envoyés en renfort sur des chantiers. On ne leur fait absolument pas confiance et ils ne portent pas d'armes en dehors des exercices. Le mécontentement se fait rapidement entendre chez ces unités, d'autant plus que des rumeurs d'envoi sur le front de l'Est circulent. Bien avant la mutinerie des « Croates » à Villefranche-de-Rouergue les désertions se multiplient.

La répression de la mutinerie

Une fois les combats dans Villefranche terminés et les « Croates » survivants faits prisonniers, les interrogatoires commencent. À l'école supérieure de jeunes filles, on a installé une chaise électrique pour faire parler les détenus. Ceux qui sont emmenés à Montpellier ou dans d'autres centres de l'occupation y subissent à nouveau des tortures. Certains d'entre eux, qui n'ont pas été emprisonnés, déportés ou fusillés se retrouvent réintégrés dans la division SS « croate ».

Selon les différentes sources (témoignages de la population, archives allemandes et

⁴ *Ibid.*

⁵ Pour simplifier, les Sandjakais sont les habitants musulmans d'une région partagée entre les actuels Bosnie-Herzégovine, Serbie et Monténégro.

françaises), le nombre de victimes des combats serait d'une cinquantaine. Avec ceux qui succombent à la torture et les fusillés, la répression de cette mutinerie aura causé la mort d'une centaine d'hommes. Mais le carnage ne s'arrête pas là, car à tous ces morts s'ajoutent ceux qui sont envoyés en Allemagne. Les survivants déportés parleront d'un « voyage de mort », en effet certains sont assassinés par leurs gardes au cours du transfert. Trois cents mutins sont déportés au camp de Sachsenhausen, en Silésie, où ils sont considérés comme des « bandits balkaniques ». À leur libération, il ne restera de ce groupe que trente-neuf survivants.

Le périple des survivants

Ceux qui ont échappé à la répression se cachent ou réussissent à sortir de Villefranche, notamment grâce à la solidarité rencontrée dans la population du centre-ville tout comme dans des fermes environnantes, et ce malgré la loi martiale, la fouille de nombreuses maisons et la menace de mort pour toute aide apportée aux mutins. Par la suite nombre d'entre eux rejoindront des maquis de résistants, cent à deux cents selon les sources, même si ces chiffres paraissent exagérés pour Gremek et Lambrichs. On retrouve toutefois certains des mutins yougoslaves éparpillés dans différents maquis de l'Aveyron, du Tarn, de la Lozère ou dans le reste du Massif central. Différentes sources évoquent, par exemple, un certain Yvan « le yougoslave » ayant rejoint le maquis d'Ols, au-dessus de Villefranche, et combattu en 1944 à Gelles et à Carmaux. Robert Noireau alias colonel Georges témoigne qu'au début 1944, les maquis du Lot comptent « une bonne vingtaine de « Croates », survivants » de la

révolte de Villefranche. Plusieurs groupes de mutins en fuite, d'une petite dizaine chacun, sont aidés par des paysans, puis ont rejoint des maquis du massif central. D'autres prennent la direction du Tarn, de Toulouse et de Montauban venant ainsi contribuer à l'important engagement d'étrangers dans la résistance en France.

Rappelons au passage que cette participation a été largement invisibilisée dans la mémoire française, notamment par le PCF, surtout pour ce qui est des FTP-MOI : « Ces derniers, mal-aimés de la frange patriotique de la Résistance française, seront même trahis, à la fin de la guerre, par les dirigeants staliniens, qui les dénonceront aux anticommunistes français⁶ ». Le PC (français et espagnol en exil) ira même jusqu'à profiter de la Libération et des années qui suivront pour liquider toute opposition, interne comme externe. Les libertaires espagnols, nombreux dans la Résistance, en paieront notamment les frais : une centaine des leurs, de leurs proches et de leurs familles sont assassinés par les staliniens espagnols et français de la Libération à 1953⁷. L'exemple du Croate Ilić illustre également cette tendance à gommer l'implication des étrangers : ancien volontaire de la guerre d'Espagne devenu général des FFI avant de représenter les Yougoslaves dans l'état-major allié, il est pourtant absent de la plupart des ouvrages francophones

6 Madeleine BAUDOIN, *Témoins de la Résistance en Région 2 : intérêt du témoignage en histoire contemporaine*, thèse soutenue à l'université de Provence, 1977 et *Histoire des Groupes Francs (MUR) des Bouches-du-Rhône de septembre 1943 à la Libération*, PUF, 1962.

7 Lire, entre autres, *Les dossiers noirs d'une certaine résistance – Trajectoire du fascisme rouge*, ouvrage collectif, 1984.

sur la Résistance, malgré son poste haut placé.

Explications et controverses

En cherchant à en apprendre plus sur ces événements, on trouve différents écrits, livres et textes sur internet. Il est loin d'être évident de faire la part des choses entre sources fiables, fantaisistes, voire frauduleuses. D'une part, ces événements font appel à une mémoire chargée en émotions fortes, liées au contexte de guerre, que ce soit pour les habitants de Villefranche et de ses environs, pour d'anciens résistants ou pour les différentes populations d'ex-Yougoslavie citées dans le texte. L'histoire de cette division SS « croate », la mutinerie à Villefranche et plus largement le contexte de la guerre et de ses conséquences ne sont pas des sujets légers à traiter. D'autre part, quand il s'agit d'histoire et de mémoire, les intérêts personnels, politiques et idéologiques ne sont jamais bien loin. Écrire l'histoire de n'importe quel événement ne saurait être purement objectif et dénué des intérêts, plus ou moins conscients, de son auteur. Certains récits s'inscrivent dans une démarche patrimoniale tandis que d'autres sont des enquêtes. Ceci explique en partie pourquoi, selon les sources, on trouve des explications plus ou moins idéalisées de l'affaire, mais aussi pourquoi certains protagonistes ou même des pans entiers de l'histoire en sont absents, voire niés.

D'après Louis ÉRIGNAC, dans son court ouvrage *La révolte des Croates de Villefranche-de-Rouergue*, qui se base sur les archives et des témoignages de survivants, l'insurrection fut planifiée avec l'aide de la résistance française en vue d'entrer dans la clandestinité afin de rejoindre

la Résistance et peut-être de créer un maquis croate sur le modèle des maquis espagnols⁸.

Au contraire, pour Gayraud dans *La mutinerie des Croates de Villefranche-de-Rouergue*, la révolte serait plutôt la conséquence d'un ordre de départ pour l'Allemagne voire le front de l'Est, ou même une volonté de se venger d'officiers tortionnaires : « De toute façon, leur action ne fut point méthodique, réfléchie, mais follement désordonnée. Ils ne s'étaient point donnés de chefs. On a l'impression très nette d'un mouvement de colère soudain⁹ ». Dans ce récit l'accent est porté sur le caractère apparemment spontané de la mutinerie dû aux conditions de vie insupportables.

Pour l'écriture du présent article, je me suis plutôt appuyé sur les résultats de l'enquête menée par les auteurs Gremek et Lambrichs, déjà cités à de nombreuses reprises. D'après cette enquête et les témoignages recueillis auprès des survivants, des contacts avaient été pris avec la Résistance, et la nuit de l'insurrection, ils attendaient des guides sensés venir de l'extérieur. Ils citent le rapport du colonel de la résistance locale Panelet, qui assure que la révolte n'avait en aucun cas été encouragée par l'extérieur : l'objectif pour la résistance était plutôt la désertion individuelle avec armes et bagages, voire la préparation psychologique à un éventuel débarquement afin que les « Croates » se mutinent à ce moment là seulement. Cette enquête poussée présente une version

8 LOUIS ÉRIGNAC, *La révolte des Croates de Villefranche-de-Rouergue*, édité par l'auteur, Villefranche-de-Rouergue, 1988.

9 PAUL GAYRAUD, « La mutinerie des Croates à Villefranche-de-Rouergue », *Revue du Rouergue* n°1, 1947. Repris par de nombreux auteurs par la suite.





complexe avec des intérêts divergents qui s'entrecroisent jusqu'à cette révolte. Elle nous apprend que de nombreux témoignages, émanant notamment d'anciens responsables de mouvements de résistance, sont remplis de mensonges sur lesquels ne planent plus aucun doute : à propos de personnes qui auraient servi à prendre contact alors même qu'elles ne connaissent pas la langue (A. Sauvage, gérant de l'hôtel Moderne et M. Delclaux, gérant du restaurant de l'hôtel, présentés comme yougoslaves par le colonel de la Résistance Pavelet dans son rapport, alors même qu'ils sont français et ne parlent absolument pas croate), sur l'origine et le rôle de certains individus. Ces mensonges visaient à dissimuler les vrais contacts et les rôles joués par des personnes ayant fait carrière en politique après-guerre en France ou en Yougoslavie. Ils visent aussi à cacher les stratégies douteuses que la Résistance pouvait mettre en place afin de déstabiliser l'occupant ou de régler des comptes en interne durant la guerre ou dans les années qui suivent la Libération. Au terme de leur enquête sur les liens réels existants entre un ou plusieurs mouvements de résistance et la mutinerie du 17 septembre 1943, Gremek et Lambrichs affirment que la version la plus sérieuse serait une manipulation à différents objectifs dont un des acteurs centraux serait un serbe naturalisé français engagé dans la résistance

française et travaillant pour les royalistes serbes : Bojidar Vitkovitch, dit Docteur Dieudonné dans la Résistance. Celui-ci aurait pris contact avec les futurs mutins, via la Résistance, par ordre du gouvernement serbe en exil à Londres¹⁰. Il aurait fomenté l'insurrection avec ses meneurs en leur faisant de fausses promesses sur des guides qui les rejoindraient pour leur faire prendre le maquis.

Les objectifs de cette opération manipulatrice seraient triples :

- Vis-à-vis de la résistance française, Vitkovitch s'assure une confiance forte en provoquant une mutinerie contre l'occupant, bien que la Résistance aurait préféré des désertions par petites vagues afin de rejoindre les maquis environnants.

- Pour les services britanniques, toute occasion de faire croire à un futur débarquement allié au sud de la France est bonne à prendre afin de brouiller les pistes des renseignements allemands.

- Enfin, pour le gouvernement royaliste serbe il est nécessaire de supprimer tout potentiel allié du général communiste Tito en vue de l'affrontement prochain pour le contrôle des Balkans. La majorité

¹⁰ Au début de la guerre l'invasion des Balkans par le III^e Reich pousse le gouvernement royaliste serbe à s'exiler, le Royaume-Uni les accueille en échange de leur collaboration et très rapidement les services serbes sont complètement infiltrés par les services anglais.

des engagés de force dans cette division SS étant considérés comme opposants aux Serbes, leur répression est une aubaine pour les nationalistes.

Cette version est appuyée par des paroles de protagonistes villefranchois ayant aidé des mutins à se cacher durant la répression, qui affirment que ceux-ci attendaient des guides, des ordres de Toulouse (où se trouve Vitkovitch) et même un signal par avion. George Gasc, délégué par le comité de libération de Villefranche parle, un an après les faits, sur la tombe des Croates, de « ces malheureux Croates [qui avaient été] trahis ».

Des raisons internes à la Division SS « croate » ont précipité la mutinerie, comme en témoigne Mehmed Sahinagic, bosniaque envoyé après la révolte au camp de Sachsenhausen : « Notre seul malheur est d'avoir commencé trop tôt la rébellion de la division croate dans le Sud de la France. Par nos officiers allemands, nous avons appris que l'on nous enverrait contre les anglo-américains dès qu'ils débarqueraient, nous avons voulu éviter qu'on nous lance contre nos libérateurs. Nous avons désarmé nos officiers et tenté de prendre le maquis pour soutenir la résistance française. »

Trois morts suspectes viennent s'ajouter à la liste des preuves de cette version de l'histoire. En juillet 1945, Matkovic, un survivant de la révolte, est abattu devant sa porte à Toulouse. Dans cette même année, le dernier survivant et acteur direct de la mutinerie, Matutinovic, périt lui aussi dans un « accident » louche. Enfin, en 1948, Delclaux, principal témoin français de la révolte et des contacts pris par la Résistance, décède écrasé par un camion dans un improbable accident de voiture à Montpellier.

Comme dans de nombreuses histoires, il ne sera jamais possible de faire complètement la lumière sur ces événements. Les récits des témoins, altérés par le temps et les réécritures de l'histoire, varient d'une personne à l'autre. Cependant ils apportent tous leur part d'éclaircissement, que ce soit sur les causes profondes de la révolte, son organisation, son déroulement, son échec et la répression qui s'ensuit, mais aussi sur ses protagonistes et leurs parcours. Quand bien même des personnes extérieures aux « Croates » auraient influencé le cours des événements, il ne fait en tout cas aucun doute quant à la détermination d'une partie au moins de la troupe à se mutiner et à compromettre les projets de l'armée nazie.

Goupil et Lisica Illustrations de Pissenlit





Gravure de Queenmob